Développement rural

Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale



Les objectifs concernés, parmi les huit OMD, sont indiqués en couleur.

En 2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des niveaux inédits depuis 1973, en raison des mauvaises récoltes dues à des conditions climatiques défavorables et de l'afflux de capitaux spéculatifs dans le secteur des produits de base, notamment les céréales pour les biocarburants dont la demande est plus forte. Malgré une baisse importante, les prix restent encore élevés. En décembre 2010, les prix des denrées alimentaires ont de nouveau décollé suite aux restrictions sur les exportations justifiées par de mauvaises récoltes dans les principaux pays exportateurs de produits agricoles. Il est à craindre que ces hausses aient de fortes répercussions sur les pays en développement, et plus particulièrement sur les populations pauvres, dans la mesure où bon nombre de ces pays dépendent des importations pour leur alimentation.

Afin de contribuer au premier objectif du Millénaire pour le développement : « éliminer l'extrême pauvreté et la faim », la JICA déploie une coopération variée pour répondre aux problèmes du développement rural et agricole. En outre, la JICA soutient la pêche dans les villages agricoles et de pêche. En effet, leurs populations sont parmi les plus pauvres et elles sont le premier maillon de la chaîne alimentaire dans les pays en développement.

Développement agricole et rural

Situation générale

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué ces dernières années, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, des restrictions sur les exportations des produits agricoles dues aux mauvaises récoltes, du changement climatique, de l'explosion des prix des denrées alimentaires et du pétrole, de la demande croissante de biocarburants, de la compétition mondiale sur les terres cultivables et de la réhabilitation post-conflit. Dans de nombreux pays en développement, où la population est majoritairement agricole et pauvre, ces changements risquent d'avoir un impact fort.

Approvisionnement alimentaire stable

Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la part de la population souffrant de malnutrition dans les pays en développement s'est accrue depuis 2008 pour atteindre 17 %, soit un milliard d'individus sous-alimentés en 2009.

En 2010, ils étaient 925 millions et, malgré cette décrue, leur nombre est encore trop élevé pour envisager de rester inactif. Par conséquent, la première cible de l'objectif 1 des OMD, qui vise à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015, risque d'être bien difficile à atteindre.

L'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires (sécurité alimentaire) est une condition essentielle à la stabilité socioéconomique et par conséquent un problème politique d'envergure. Or, pour diverses raisons – manque de compétences administratives pour planifier et exécuter les plans nécessaires, inadéquation des infrastructures agricoles et médiocrité des techniques culturales –, ces pays sont très démunis face aux aléas climatiques et la sécurité alimentaire des habitants est fréquemment menacée.

Cette situation est non seulement néfaste pour la santé de la population, mais l'importation de denrées alimentaires, associée à une intensification de la pauvreté rurale, incitent les agriculteurs à abandonner leur activité pour migrer vers les villes. Cela contribue à accroître la pauvreté dans les zones urbaines, et l'instabilité sociale et économique à l'échelle du pays.

Réduction de la pauvreté rurale

Selon un rapport de la Banque mondiale datant d'octobre 2010, en dépit de l'impact négatif de la crise financière de 2008, la proportion de pauvres dans la population devrait passer de 1,8 milliard d'individus, en 1990, à 920 millions d'ici 2015. Malgré cette tendance à la baisse, il existe d'importantes disparités entre les taux de réduction de la pauvreté des différentes régions. En Afrique subsaharienne, en particulier, la pauvreté s'accroît. Dans les pays en développement, près des trois quarts des pauvres vivent en zone rurale et l'agriculture représente une source d'alimentation et de revenu mais aussi un accès à l'autonomie financière. De plus, dans des régions telles que l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où les principales céréales ont atteint un niveau d'autosuffisance stable et où la classe moyenne urbaine est en pleine expansion, la diversification des modes de consommation alimentaire créent des opportunités de développement rural et agricole.

Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, les efforts de la JICA visent à garantir l'approvisionnement alimentaire stable des populations rurales et urbaines, à réduire la pauvreté dans les communautés rurales et par ce biais à stimuler la croissance économique au niveau national et régional. Toutes ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation de l'OMD 1. La réduction de la pauvreté par le développement rural repose sur un approvisionnement alimentaire stable associé à une production agricole durable qui constitue une condition essentielle à la sécurité alimentaire.

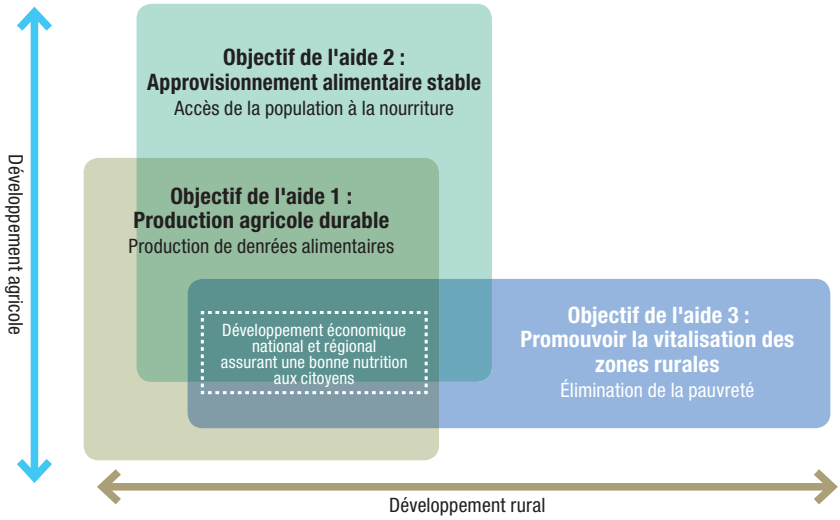
Dans ce contexte, la JICA a défini trois objectifs spécifiques de coopération : 1) une production agricole durable, 2) un approvisionnement alimentaire stable, et 3) la revitalisation des zones rurales.

1. Production agricole durable

Dans les pays en développement, la mise en place de systèmes de production agricole durable est indispensable pour assurer l'approvisionnement alimentaire stable de la population, en atténuant les pénuries alimentaires dans les zones rurales tout en assurant l'accès des consommateurs urbains aux denrées alimentaires.

Dans sa démarche de production agricole stable, la JICA

Objectifs, philosophie et finalité des programmes d'aide au développement agricole et rural



examine en premier lieu le fonctionnement du secteur agricole dans l'ensemble du pays, puis en analyse les différents aspects et élabore des politiques agricoles adaptées aux besoins. L'aide de la JICA s'appuie sur ces politiques, pour développer la production agricole, accroître la productivité et diversifier la gestion agricole, dans l'objectif d'améliorer les moyens de subsistance de la population. Il s'agit notamment de mettre en place, d'entretenir et de gérer des éléments essentiels pour la production agricole, tels que les systèmes d'irrigation, le renforcement de la recherche et du développement technique, l'accélération de la diffusion des techniques agricoles, l'utilisation accrue d'équipements agricoles, l'amélioration de la gestion des exploitations et de la commercialisation des produits. La JICA entend ainsi contribuer à la sécurité alimentaire des populations et à la croissance économique des pays en développement **[➡ voir les études de cas, pages 113 et 127].**

L'Afrique est le continent affichant la plus forte proportion de population souffrant de malnutrition (29 % des Africains, chiffres de 2008). C'est donc celui où les efforts destinés à accroître la production alimentaire sont les plus nécessaires. Les Africains consomment de plus en plus de riz, et le potentiel d'accroissement de la production rizicole est considérable. Cette denrée apparaît donc comme l'une des solutions au problème de l'insécurité alimentaire sur ce continent. En collaboration avec d'autres donateurs, la JICA a lancé en mai 2008 une initiative baptisée « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » (CARD), qui vise à doubler la production de riz (soit 14 millions de tonnes supplémentaires) sur ce continent en l'espace d'une décennie. Pour avancer vers cet objectif, la JICA appuie l'élaboration d'une stratégie nationale de développement rizicole dans les 23 pays membres de la CARD, parallèlement à d'autres efforts destinés à accroître la production de riz et conformes à cette stratégie **[➡ voir les études de cas, pages 61 et 112].**

2. Approvisionnement alimentaire stable

L'approvisionnement alimentaire a été récemment confronté à de nouvelles menaces, dans un contexte marqué par un enchevêtrement de facteurs à court terme, tels que les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la hausse spéculative qui les accompagne ; et de facteurs à long terme, tels que la forte croissance démographique dans les pays émergents, l'évolution de la structure de la demande, les restrictions d'accès aux ressources de production, comme l'eau et la terre, la vulnérabilité au changement climatique et enfin la concurrence entre la demande alimentaire et les besoins en biocarburants. Faire face à cette situation nécessite avant tout d'identifier la source de chaque problème pour apporter des réponses adaptées à chaque cause et aux circonstances spécifiques à chaque région. Dans cette optique la JICA s'attache à 1) apporter une aide à court terme par la fourniture de nourriture, de matériel et d'équipements agricoles, 2) apporter une aide à moyen et long terme par le développement et la diffusion de systèmes et de technologies d'irrigation, 3) améliorer la distribution par le développement





Dans le cadre de l'étude du schéma directeur sur le développement de la commercialisation des produits agricoles pour les petits agriculteurs en Haute-Égypte, des efforts sont entrepris pour développer des techniques de culture et de transformation visant à améliorer les revenus, par l'expédition de produits agricoles entre les saisons. De nombreuses femmes participent et jouent un rôle important dans les formations sur les techniques culturales, que ce soit pour les exercices pratiques ou lors des cours théoriques.

de la chaîne de valeur*, 4) développer une énergie de la biomasse qui ne soit pas en compétition avec la production alimentaire, et 5) renforcer les systèmes de stockage et de statistique agricole.

Dans la savane tropicale du Mozambique, qui dispose d'un immense potentiel de développement de sa production agricole, la JICA déploie une coopération triangulaire avec le Brésil, devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles grâce à la transformation de ses plaines de savanes, connues sous le nom de « cerrados », en une zone agricole fertile. Cette coopération vise à atténuer la pauvreté des petits agriculteurs et à réduire les problèmes d'alimentation au niveau national. Des efforts sont également déployés pour contribuer à la sécurité alimentaire internationale en soutenant les moyennes et grandes exploitations agricoles afin de développer les exportations vers les marchés internationaux.

3. Revitalisation des zones rurales

Le développement rural vise à augmenter la production agricole pour sécuriser l'approvisionnement alimentaire au niveau local et national, et à favoriser le développement économique des communautés rurales en vue de les renforcer et d'améliorer les conditions d'existence de leurs membres. De ce fait, il s'agit non seulement d'améliorer la productivité mais aussi la gestion agricole, en termes de distribution et de commercialisation des produits, et d'apporter un soutien en dehors du secteur agricole, englobant le renforcement des fonctions administratives locales, l'amélioration des services sanitaires et éducatifs, le développement des infrastructures rurales telles que les routes communautaires, et l'amélioration de l'accès à l'eau potable salubre.

Pour favoriser le développement rural, la JICA aide les institutions administratives locales à élaborer des plans de développement en concertation avec les résidents ruraux. L'Agence soutient également la mise en place de systèmes d'exécution permettant à la communauté d'accroître ses revenus, d'améliorer ses moyens d'existence et de renforcer la distribution et la vente des produits agricoles.

Aux Philippines, la JICA apporte son aide aux agriculteurs qui ont acquis des terres dans le cadre de la réforme agraire. Depuis plus de 10 ans, l'Agence octroie des prêts aux résidents des « communautés de réforme agraire » (ARC), pour soutenir le développement intégré des infrastructures (routes d'accès aux installations d'irrigation, installations de traitement des produits récoltés, et marchés), et améliorer la productivité agricole comme le revenu des agriculteurs en renforçant les coopératives agricoles et les associations d'irrigation. Par ailleurs, en Égypte, la JICA déploie une aide visant à augmenter la valeur ajoutée des produits et variétés agricoles par le contrôle de la qualité et du traitement après l'exécution, l'expédition et la récolte, en se basant sur la diffusion d'information sur les marchés et l'état de la demande auprès des petits agriculteurs de Haute-Égypte. De plus, la JICA travaille sur l'élaboration de plans d'action (schémas directeurs) afin de promouvoir le développement des communautés rurales.

*C'est-à-dire la chaîne permettant aux individus, qui en sont acteurs, de tirer une valeur optimale d'un produit à chaque étape du processus : production, traitement, distribution, consommation, traitement des déchets. (Kaplinsky, R. (1999). Journal of Development Studies 37 (2): 117-146 Kaplinsky, R. and M. Morris (2001). A Handbook for Value Chain Research, Institute of Development Studies, (Université du Sussex).

Étude de cas **Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)**

Vers l'élaboration de plans nationaux pour la riziculture et le renforcement des partenariats

À travers l'initiative CARD, qui vise à stimuler la production de riz en Afrique subsaharienne, la JICA travaille avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) et d'autres institutions pour soutenir l'élaboration de stratégies nationales de développement de la riziculture (SNDR) dans 23 pays de la région et pour renforcer les partenariats entre les donateurs.

De nouvelles formes de collaboration

Deux experts de la JICA ont été envoyés au Secrétariat de la CARD, situé au siège de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), à Nairobi. La JICA soutient les activités du Secrétariat, qui comprennent l'évaluation de la situation sur le développement du riz et l'élaboration de stratégies de développement systématique, ainsi que le renforcement de la participation de tous les acteurs concernés. Simultanément, la JICA mène des projets liés au développement des infrastructures agricoles (développement des exploitations et des systèmes d'irrigation, renforcement des capacités des techniciens pour l'irrigation, etc.), à la diffusion des techniques de riziculture et au renforcement des capacités de gestion post-récolte ainsi qu'à la commercialisation. De plus, la JICA promeut de nouveaux engagements, notamment un programme de partenariat avec le Vietnam au Mozambique et un programme de formation pour les chercheurs africains en collaboration avec l'IRRI.

Actuellement, l'initiative CARD suscite un effet de synergie dans chaque pays et met à disposition un forum pour discuter des problèmes communs autour des trois sujets suivants : 1) soutien à la création de plans d'investissement agricole dans chaque pays (programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique*) et de stratégies nationales de développement de la riziculture (SNDR), 2) promotion des investissements du secteur privé pour le développement du riz, et 3) renforcement de la participation de pays et organisations donateurs d'horizons divers et notamment d'Asie.

La quatrième assemblée générale de la CARD doit se tenir en Ouganda en novembre 2011 et les discussions porteront sur les résultats obtenus depuis que l'initiative a été lancée, il y a trois ans.



La troisième assemblée générale de la CARD s'est tenue à Arusha, en Tanzanie, en mai 2010.

* Le programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) stipule qu'au moins 10 % du budget national doit être alloué au secteur agricole.

Étude de cas

Projet d'amélioration des techniques de production dans les petites et moyennes exploitations laitières du Vietnam

Multiplier la production laitière au niveau communautaire par 2,5 en adoptant de meilleures techniques

En 2000, la JICA a commencé à apporter une aide pour l'élevage de vaches laitières mieux adaptées au climat vietnamien en utilisant une technique d'insémination artificielle (IA) sur les bovins. Afin d'associer cette aide à une augmentation de la production laitière dans les exploitations agricoles, en 2006, la JICA a initié un projet d'amélioration des techniques des petites et moyennes fermes laitières au nord du Vietnam. Dans les fermes modèles, le projet a réussi à augmenter la production laitière par vache de 30 à presque 50 %, tandis que la production laitière de la région cible a presque été multipliée par 2,5. Le projet a permis une progression significative de la production laitière dans ces régions notamment.

La clé pour l'amélioration de la vie rurale et la diversification de la gestion agricole

L'agriculture est un secteur important au Vietnam, elle représente environ 22 % du PIB et absorbe 58 % de la main-d'œuvre. Cependant, la culture du riz, centrale pour le secteur, souffre d'une faible productivité du travail et il est difficile pour les exploitants d'améliorer leurs revenus uniquement avec cette culture.

Par ailleurs, à un moment où la consommation de produits laitiers, qui représentent une source de protéines à forte valeur nutritive, continue de croître au niveau national, le Vietnam doit importer près de 80 % de son lait. Dans le cadre de sa stratégie pour atteindre l'autosuffisance en lait au niveau national tout en diversifiant et stabilisant la gestion agricole, le gouvernement vietnamien encourage la création de laiteries aptes à fournir des revenus relativement élevés et stables, et la JICA soutient ces efforts.

Utiliser des mécanismes de diffusion multiple

Dans le cadre de ce projet, des efforts ont été accomplis pour renforcer les fonctions du Centre de formation et de développement des technologies laitières (STED) qui a été créé pour diffuser les technologies laitières au nord du Vietnam. À cette fin, le STED assure le développement de matériel pédagogique, la formation des formateurs nationaux (FN) et l'amélioration de la formation des instructeurs techniques locaux en production laitière (IL).

Dans un premier temps, la formation s'est surtout adressée aux FN tandis que la deuxième partie du projet se concentrait sur le transfert de technologies au niveau local et le soutien aux activités de vulgarisation des IL. Les experts japonais ont transféré les technologies aux FN, suivis des IL et enfin aux petits et moyens exploitants. Grâce aux mesures incitatives locales et aux initiatives d'experts japonais et de FN, notamment l'organisation de séminaires combinée à la démonstration de techniques de production laitière dans les fermes modèles des zones cibles, la JICA a permis d'accélérer le transfert de technologies aux exploitations voisines et, par effets d'entraînement, aux fermes des environs.

À la fin du projet, en avril 2011, 147 sessions de formation et démonstrations techniques avaient été organisées et 4 885 personnes avaient bénéficié de ces efforts de transfert technologique.



Des ventilateurs et des dispositifs antimoisissures ont été installés aux plafonds d'étables ouvertes afin d'atténuer la chaleur.



L'utilisation de broyeuses d'herbe permet aux vaches de consommer les herbes dures. Ces machines se sont répandues rapidement lorsque les artisans locaux les ont fabriquées et que leur coût de fabrication a baissé.

Un modèle pour les projets similaires

Afin de promouvoir la mise en pratique effective des techniques enseignées, les exploitations des zones cibles sont régulièrement soumises à des évaluations, en principe trimestrielles, pour vérifier dans quelle mesure les méthodes d'alimentation et de traite des vaches laitières étaient appliquées. Un « formulaire d'évaluation technique », fonctionnant avec un système de points, a par la suite été introduit pour mesurer les progrès accomplis. Après une année de suivi, des améliorations ont été constatées dans 80 à 95 % des fermes, selon les compétences mesurées, fournissant ainsi une preuve tangible de l'efficacité du projet.

Ce projet apporte une contribution importante à la formation des techniciens du gouvernement central et des administrations locales, au développement de méthodes de diffusion efficaces et à la stimulation de la production laitière. Par conséquent, il devrait constituer un modèle pour les projets similaires à l'avenir.

Vu par notre expert

Satoshi Saito
Conseiller principal

Le résultat le plus notable de ce projet a été de mettre en place un système de diffusion des technologies et de développement des ressources humaines. Grâce à la plateforme créée lors du précédent projet, et aussi parce que nous avions clairement défini notre objectif d'améliorer la diffusion des technologies et de dynamiser la production laitière, l'ensemble des acteurs du projet ont pu unir leurs efforts pour atteindre un même objectif avec des moyens financiers et humains limités et peu de temps. Ce fut cette capacité à dépasser les limites du cadre existant et à chercher des moyens plus flexibles et de meilleures méthodes qui ont permis la réussite de ce projet.

Vu de la communauté locale

Un instructeur local (IL) de la zone cible du projet

Les exploitants réagissent mieux au projet et ils utilisent les connaissances et les compétences que nous leur enseignons. Par exemple, précédemment nous leur avions déjà expliqué la pratique de l'ensilage (fermentation du fourrage) mais sans succès. Et pourtant aujourd'hui, la plupart d'entre eux a recours à l'ensilage. Cette évolution a été possible grâce aux formations du STED qui ont permis d'enseigner aux exploitants les méthodes et avantages de l'ensilage de mélange. Les éleveurs ont commencé à appliquer cette méthode parce que ceux qui avaient participé à la formation agricole avaient pu tester par eux-mêmes cette pratique.



Des brochures pour les éleveurs, du matériel pédagogique, des manuels techniques et des registres ont été élaborés. Des calendriers établissant les périodes de reproduction, des outils de pesée, des affiches sur la traite et d'autres matériaux ont également été créés et distribués.

Pêche

Situation générale

Les produits halieutiques prélevés dans les océans, les lacs et les cours d'eau constituent une ressource alimentaire assez abordable pour les habitants des pays en développement. Selon la FAO, la pêche fournit à ces populations 20 % de leurs apports en protéines animales. Par ailleurs, ce secteur joue un rôle précieux, car il permet aux personnes dépourvues de terre ou de revenus réguliers de se nourrir et de disposer de moyens d'existence. La pêche est donc vitale pour les segments les plus pauvres de la population, et notamment pour les femmes. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits halieutiques est de 50 % en valeur et de 61 % en volume (2008), ce qui souligne le rôle crucial de ce secteur pour l'économie de ces pays.

Le volume de la production halieutique mondiale a été multiplié quasiment par sept entre 1950 (20 millions de tonnes par an) et 2008. Les pêches de capture maritimes ont augmenté jusqu'aux années 1990 ; elles ont alors atteint leur maximum. Face à la pression croissante s'exerçant sur les ressources marines, la production aquacole n'a cessé d'augmenter depuis les années 1990. Elle représente aujourd'hui un tiers de la production halieutique totale.

Même dans les pays en développement, le déclin des ressources marines dû à la surpêche et la destruction de l'environnement constitue un problème sérieux. Toutefois, la gestion adéquate des activités de pêche est compliquée par le manque de sensibilisation des pêcheurs et par la forte tendance des personnes défavorisées à privilégier un profit immédiat. La gestion et la conservation des stocks halieutiques, ainsi que la promotion d'activités de pêche durables demeurent d'importants défis à relever.



Un poisson-chat africain élevé dans un bassin d'aquaculture administré par des éleveurs qui supervisent une formation sur l'aquaculture continentale, destinée à d'autres éleveurs (projet pour le développement de l'aquaculture continentale au Bénin).

Actions de la JICA

La pêche est un secteur clé pour les pays en développement, mais il est confronté à la diminution ou à l'épuisement des stocks de poissons, du fait de leur mauvaise gestion et de la dégradation de l'environnement. Il est donc important de soutenir non seulement l'essor de ce secteur, mais aussi le développement des villages de pêcheurs afin d'améliorer leurs moyens d'existence, les régions côtières étant souvent en proie à une pauvreté chronique.

La coopération dans le secteur de la pêche vise trois grands objectifs : assurer l'approvisionnement alimentaire stable des populations locales, éliminer la malnutrition en contribuant à une alimentation suffisante, et réduire la pauvreté en fournissant aux pauvres des moyens de subsistance. La conservation et la gestion adéquates des ressources halieutiques sont des conditions préalables à la réalisation de ces objectifs, et elles jouent un rôle essentiel pour le développement des villages de pêcheurs, tributaires de l'exploitation durable de ces ressources. Consciente de ces enjeux, la JICA déploie des efforts dans trois directions : 1) dynamisation des communautés de pêche locales ; 2) approvisionnement alimentaire stable (utilisation efficace des ressources halieutiques) ; et 3) conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques.

1. Dynamisation des communautés de pêche locales

Pour réduire la pauvreté chronique et dynamiser les communautés de pêche, il convient d'apporter une aide axée sur la stabilisation des revenus des ménages. Cet objectif peut être atteint grâce à une gestion rationnelle et durable des ressources halieutiques et au choix des techniques appropriées. Il faut mettre en œuvre une approche globale comprenant la relance de l'agriculture et d'autres secteurs, ainsi que la mise en place de services éducatifs et sanitaires.

La JICA appuie la gestion efficace et la réduction des coûts des activités de pêche par des mesures comme la construction de marchés aux poissons et le renforcement des organisations de pêcheurs. L'Agence s'attache également à améliorer les capacités de ces organisations ainsi que les activités des groupements féminins dans les petites communautés de pêche, de la transformation à la commercialisation du poisson.

2. Stabilité de l'approvisionnement alimentaire (utilisation efficace des ressources halieutiques)

Les pays en développement sont confrontés au problème des pénuries alimentaires dues à l'accroissement rapide de leur population, qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources halieutiques.

La JICA soutient le développement de l'aquaculture extensive, qui s'appuie sur des méthodes traditionnelles peu coûteuses, afin de couvrir les besoins en protéines animales des populations compte tenu de la raréfaction des ressources

marines. S'agissant de l'aquaculture continentale, la JICA soutient la coexistence entre agriculture, élevage de bétail et aquaculture de la carpe, du tilapia et du poisson-chat, cette dernière activité utilisant les étangs, les rizières inondées et les canaux d'irrigation. La JICA apporte aussi une aide en faveur d'activités d'aquaculture marine comme la culture d'algues et de coquillages, qui nécessitent peu de moyens. L'Agence déploie d'autres efforts afin de construire des installations axées sur la promotion et la vulgarisation aquacoles, et de pourvoir à l'éducation intégrée des chercheurs, des techniciens, des promoteurs de projets d'aquaculture et des autres ressources humaines de ce secteur.

Dans les pays en développement, qui ne disposent pas d'infrastructures de distribution appropriées, les produits marins, qui ne peuvent être conservés à température ambiante, sont souvent impropres à la consommation et doivent être jetés. Face à ce gaspillage, la JICA encourage l'utilisation efficace des ressources halieutiques en soutenant les efforts visant à améliorer la fraîcheur et la qualité des produits de la mer. L'Agence contribue notamment à développer les infrastructures de distribution, telles que les ports de pêche et les marchés aux poissons, et à renforcer les techniques de transformation des produits séchés et salés et les processus de congélation.

3. Conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques

À la différence des ressources minérales, les ressources halieutiques ont la capacité de se reproduire et de croître dans leur milieu naturel, à condition de maintenir les captures dans des limites raisonnables. Pour pouvoir assurer la pérennité de ces ressources et promouvoir une pêche durable, il est important de limiter leur exploitation à un niveau raisonnable dans les pays en développement. On a constaté que la sensibilisation des autorités compétentes et des pêcheurs jouait un rôle prépondérant. Ceci implique non seulement de développer la production de données scientifiques et de promouvoir des initiatives transfrontières, mais aussi de se concentrer sur la préservation du milieu marin et sur la gestion des cours d'eau et des forêts situées dans la partie amont des bassins versants. Ces efforts de protection des ressources marines doivent s'inscrire dans une perspective à long terme prenant en compte les écosystèmes terrestres et marins.

La JICA appuie l'élaboration de systèmes de gestion de la pêche au sein des autorités compétentes, ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles pour la gestion des ressources halieutiques et la préservation du milieu aquatique. Ceci suppose de renforcer la prise de conscience via une approche participative incluant les pêcheurs et les populations locales. En collaboration avec les communautés côtières de pêcheurs, la JICA s'emploie à préserver et à régénérer les champs d'algues, qui jouent un rôle essentiel dans la chaîne alimentaire marine, et à reconstituer les ressources par la production artificielle et le déversement de spécimens expérimentaux

[➡ voir l'étude de cas ci-dessous].

Étude de cas

Élaboration d'un schéma directeur d'utilisation durable des ressources halieutiques pour le développement des communautés côtières dans les Caraïbes

Rechercher des méthodes d'utilisation durable des ressources halieutiques avec les organisations locales

Dans les Caraïbes, où la diminution des ressources halieutiques est préoccupante, la JICA et le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes (CRFM), une organisation intergouvernementale, coopèrent à la mise en œuvre d'études sur des plans de développement régionaux. Conçue pour promouvoir une utilisation appropriée des ressources halieutiques, cette coopération technique vise à élaborer un schéma directeur qui doit servir de politique de gestion des ressources marines à l'échelle régionale. Il s'agit du premier projet de coopération technique pour la planification du développement mis en œuvre avec une organisation locale, dans le but d'élaborer un schéma directeur qui établira les lignes directrices pour la gestion des ressources halieutiques dans l'ensemble de la région.

Vérification de la viabilité des sources de revenus alternatives

Les études, qui ont débuté en mars 2009, sont constituées de trois phases. Durant la première phase, une étude de la situation de référence est menée pour clarifier les besoins de la communauté agricole et de pêche, ainsi que le potentiel de développement des ressources de poissons pélagiques et de l'aquaculture. Pendant la deuxième phase, un projet pilote est mis en oeuvre pour vérifier l'efficacité des mesures envisagées. Enfin, lors de la phase finale, les enseignements du projet pilote sont utilisés afin d'élaborer un schéma directeur qui soit le plus réaliste possible.

Une série d'études est menée conjointement avec le CRFM et les bureaux chargés de la gestion des produits marins de ses pays membres. Ces efforts doivent améliorer les capacités de gestion des ressources halieutiques des agents administratifs et des individus liés aux organisations de pêcheurs de chaque pays.

L'une des caractéristiques de ces études est de proposer des sources de revenus alternatives, prévues par le projet pilote, pour compenser les pertes dues au déclin du volume des captures causé par des mesures de gestion des ressources halieutiques (restrictions du nombre de bateaux de pêche, d'engins de pêche ou de sorties en mer). Par exemple, l'industrie du poisson pélagique a été introduite à titre d'essai dans une communauté pilote en utilisant l'aquaculture continentale et des dispositifs favorisant la reproduction des poissons. Si l'efficacité de ce projet est avérée, il sera incorporé dans le schéma directeur.



Un séminaire organisé pour les pêcheurs à l'occasion d'un projet de vérification des sources de revenus pour la diffusion de l'aquaculture. Sur la photo, les participants observent une écloserie.

* Poisson pélagique : un poisson est appelé pélagique lorsqu'il vit dans les eaux proches de la surface ou dans une colonne d'eau près des côtes, dans l'océan ou dans des lacs. Les espèces de poissons pélagiques comprennent la bonite, le thazard, le chinchard, la sardine et le demi-bec, à distinguer des poissons qui vivent dans les eaux profondes comme les différentes espèces de flet, etc.

Développement industriel

Aider les pays en développement à promouvoir l'industrie et à instaurer une société économiquement indépendante



Les objectifs concernés, parmi les huit OMD, sont indiqués en couleur.

Dans le domaine du développement industriel, la JICA soutient le développement du secteur privé qui stimule la croissance économique. L'Agence se concentre sur la promotion des échanges et des investissements, l'essor du tourisme, le développement des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que sur la dynamisation des industries et des économies locales. Elle apporte également une aide extensive au développement des infrastructures industrielles dans les pays en développement, notamment pour l'approvisionnement stable en électricité, les ressources minières, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il s'agit de fournir aux pays en développement les moyens de se doter d'une base industrielle et de promouvoir leur industrie, d'accroître les perspectives d'emploi et d'instaurer une société qui permette à la population locale de profiter des effets bénéfiques du développement économique.

Dans une économie mondialisée, le soutien aux pays en développement par le biais de partenariats public-privé est essentiel. La JICA concentre ses efforts sur la coopération dans le secteur de l'environnement et d'autres secteurs où l'on peut tirer parti des technologies japonaises.

Développement du secteur privé

Situation générale

Les efforts en faveur du secteur privé visent à stimuler l'essor économique des pays en développement en renforçant les capacités des entreprises du secteur privé et des industries locales. La croissance et le développement du secteur privé et des industries locales sont essentiels pour la diversification et le renforcement de la compétitivité des industries des pays en développement. L'amélioration du climat de l'investissement pour les entreprises privées contribuera au développement des communautés à travers une forme de promotion industrielle qui exploite les ressources locales et le sentiment de réalisation personnelle de la population. Les gouvernements des pays en développement sont contraints de favoriser la vitalité de leur secteur privé en adoptant une perspective dynamique et inclusive pour développer les opportunités d'emploi, et par conséquent réduire la pauvreté.

Actions de la JICA

Jusqu'ici, les initiatives de la JICA en faveur du secteur privé étaient centrées sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Or, ces deux régions enregistrent aujourd'hui une formidable croissance économique. L'Afrique, qui souhaite profiter des enseignements tirés des expériences asiatiques, émet de plus en plus de demandes dans ce sens.

Le volume des échanges et des investissements dans l'économie globale s'est considérablement accru sous l'effet de la mondialisation. Non seulement les pays d'Asie, qui se sont hissés au rang d'économies émergentes sur la scène mondiale, mais bon nombre de pays en développement d'Afrique ou d'ailleurs sont incités à rejoindre des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou à signer des accords de partenariat économique (APE).

Dans un contexte économique globalisé, le risque qu'une crise économique éclatant dans un pays s'étende rapidement au reste de la planète et qu'elle ait des répercussions désastreuses sur l'économie des pays et des régions vulnérables est plus élevé, comme l'ont montré les crises financière et économique de l'automne 2008 et les situations instables qui ont émergé dans de nombreux pays du Moyen-Orient dès le début de l'année 2011. L'aide apportée par la JICA doit donner aux pays en développement les moyens de se doter d'une base industrielle, de créer des emplois et de mettre en place une société dont les membres puissent récolter les fruits de leurs efforts en faveur du développement économique.

1. Promotion des échanges et des investissements

Par la promotion des échanges et des investissements, les pays en développement peuvent créer de nouveaux marchés, favoriser la diffusion de méthodes et de connaissances en finances et en gestion, créer des emplois et renforcer la compétitivité des entreprises sur la scène internationale. La JICA assure une aide dans trois domaines stratégiques : établissement d'une base industrielle, renforcement organisationnel et institutionnel, et développement des capacités.

Le premier point comprend la création de la législation et des institutions nécessaires à la promotion des échanges et des investissements, et la mise en place d'autres infrastructures indispensables à la croissance de l'industrie. Parallèlement, la JICA appuie le renforcement organisationnel des institutions qui jouent un rôle clé dans la promotion des échanges et des investissements, elle soutient différentes entreprises dans chaque pays, et elle contribue à développer les capacités des responsables politiques ainsi que les ressources humaines des entreprises privées. La JICA est ainsi en mesure de fournir une aide globale allant de l'élaboration de politiques industrielles à la promotion des exportations et des investissements.

Parmi les succès obtenus récemment, citons l'étude sur le renforcement des institutions de promotion des investissements au Cambodge, la création du Centre de promotion des exportations égyptiennes, le renforcement des capacités de l'Agence de développement de la Zambie, et le projet de renforcement du Centre de développement des ressources humaines pour l'exportation et l'investissement en République dominicaine.

Au Cambodge, la JICA a soutenu la mise en place d'une zone économique spéciale (ZES) de 70 hectares près du port de Sihanoukville, l'unique port international du pays. Cette ZES devrait attirer les

Renforcer les fonctions de service à la clientèle afin d'attirer des investissements actifs

Le Cambodge fait l'objet d'une attention croissante en tant que marché potentiel pour les investissements après la Chine et le Vietnam. La JICA y déploie une aide pour le renforcement des fonctions des institutions de service à la clientèle qui s'emploient à attirer des investissements du Japon et d'autres pays étrangers. Grâce aux efforts de grande ampleur qui ont été entrepris, les investissements des entreprises japonaises au Cambodge ont grimpé en flèche en 2010.



Un séminaire sur l'investissement au Cambodge a été organisé à Tokyo avec la participation de nombreux employés d'entreprises privées.

Manque d'information et de consultation efficace

Le Cambodge redouble d'efforts pour promouvoir le développement économique, mais attirer les investissements directs de pays étrangers qui favoriseront les transferts de technologies liées à la gestion et à la production et la levée de fonds n'est pas une tâche aisée. Les investissements provenant de Chine, de Thaïlande et d'autres pays ont augmenté suite aux efforts nationaux entrepris pour attirer les investissements étrangers, notamment en révisant les lois sur l'investissement et en renforçant les structures des institutions qui les reçoivent. Il n'en reste pas moins que les investissements des entreprises japonaises restent modestes. Cela s'explique notamment par les forts coûts de production dus à l'inadaptation des infrastructures et au manque d'information sur les opportunités et le climat d'investissement.

Les institutions de promotion de l'investissement des pays voisins, et plus particulièrement de la Thaïlande et du Vietnam, fournissent aux investisseurs des informations complètes et des services de conseil, et elles contribuent activement à attirer les investissements. Au Cambodge cependant, les fonctions des institutions supposées fournir ce type de services sont extrêmement limitées, ce qui diminue l'attractivité du territoire pour les investisseurs.

C'est pourquoi en 2007, la JICA a commencé une coopération pour la promotion de l'investissement auprès du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), une institution qui a pour but d'attirer les investissements de l'étranger. Des conseillers en matière de promotion des investissements ont été envoyés en tant qu'experts et, depuis 2009, une étude de développement est menée afin de renforcer les fonctions de services à la clientèle en vue d'attirer des investissements au Cambodge. En mars 2011, un projet de coopération technique a été lancé pour enseigner aux responsables du CDC, les connaissances et l'expertise nécessaires pour attirer les investissements. Une aide a par ailleurs été déployée pour les fonctions de consolidation de l'information ainsi que pour mettre en place des activités de promotion des investissements.



La zone économique spéciale (ZES) de Sihanoukville se met en place.

Stimuler les investissements par l'utilisation de manuels et l'organisation de séminaires

En avril 2010, le « Guide des investissements au Cambodge » (en japonais) a été élaboré dans le cadre d'une étude de développement. En mai de la même année, une série de séminaires sur l'investissement au Cambodge ont été organisés à Tokyo et Osaka par le Centre Japon-ANASE (une organisation internationale), le ministère de l'Économie de l'industrie et du commerce et le Centre japonais du commerce extérieur (JETRO). Ces séminaires ont permis d'attirer l'attention de nombreuses entreprises japonaises sur l'investissement au Cambodge. De fait, le niveau des investissements commence à enregistrer des progrès notables. Si, en quatre ans, de 2005 à 2009, les investissements totalisaient 180 millions USD, puis 35 millions USD pour la seule année 2010, pour 2011, les investissements japonais au Cambodge, en comptabilisant les projets en cours d'approbation, atteignaient déjà 130 millions USD à la fin mai.

Depuis 2011, la JICA assure une coopération technique dans plusieurs domaines afin d'améliorer les services du CDC nécessaires aux investisseurs. Concrètement, la JICA met en place un site internet d'information pour les investisseurs ainsi qu'une bibliothèque et un service d'accueil pour renforcer les capacités du CDC à fournir des informations sur les investissements. La JICA a également l'intention de renforcer les fonctions du Desk Japon, précurseur du Desk Cambodge, et d'organiser au Japon d'autres séminaires sur les investissements au Cambodge.

Promouvoir simultanément le développement des infrastructures

La JICA a accordé des prêts d'APD pour la rénovation et l'extension du port de Sihanoukville, appelé à devenir le principal centre commercial et industriel du Cambodge, ainsi que pour le développement de la zone économique spéciale (ZES) située à proximité. Le Japon contribue au développement économique du Cambodge en encourageant le développement d'infrastructures tout en soutenant l'entrée des entreprises japonaises sur son marché.

Vu par notre partenaire

Vice-président du CDC
Ministre senior Sun Chanthol

Le Cambodge a encore beaucoup à faire, notamment encourager la diffusion d'informations utiles aux investisseurs, mais je crois que les séminaires sur l'investissement organisés au Japon ont eu un impact positif, car de nombreuses entreprises japonaises y ont participé. J'entends tirer parti de cette opportunité pour promouvoir l'investissement. Nous allons appliquer le plan d'action proposé par la JICA dans un avenir proche.
(Allocution prononcée lors d'un séminaire sur les investissements au Cambodge)

investissements directs étrangers et favoriser ainsi le développement des industries cambodgiennes tournées vers l'exportation, génératrices d'emplois pour les jeunes, entre autres. En février 2009, l'Agence a lancé une étude de développement axée sur le renforcement des fonctions de promotion des investissements ; elle a par ailleurs assuré le transfert des connaissances et des savoir-faire nécessaires auprès du Conseil pour le développement du Cambodge (CDC). Ce type de coopération peut permettre de renforcer les capacités du CDC, en matière notamment de collecte d'informations et de promotion des investissements **[➡ voir l'étude de cas, page 117].**

2.Promotion des petites et moyennes entreprises (PME)

Dans de nombreux pays en développement, le retard pris dans la mise en place des politiques et des institutions d'appui aux PME, le manque de réseaux d'entreprises, l'insuffisance des connaissances en matière de technologies et de gestion et un accès difficile aux financements ont entravé la croissance de ce secteur. Les efforts de formation des ressources humaines industrielles pour travailler dans ces entreprises sont également inadéquats.

Face à ces défis, la JICA assure une coopération visant à renforcer les capacités d'exécution des institutions publiques chargées de promouvoir les PME et des instituts d'enseignement, à développer les ressources humaines et à améliorer la qualité ainsi que la productivité des entreprises. De plus, étant donné les difficultés d'accès au financement pour les PME, la JICA entend apporter un soutien financier efficace sous forme de prêts d'APD **[➡ voir l'étude de cas, page 43]**.

Récemment, l'Agence a mis l'accent sur ses activités de coopération dans les pays en développement, tels que la Thaïlande, le Vietnam et le Mexique, où de nombreuses entreprises japonaises sont implantées. Cette coopération vise à créer une relation mutuellement bénéfique entre le pays bénéficiaire et les entreprises japonaises présentes sur son territoire. Au Vietnam, par exemple, la JICA a contribué à la promotion des petites et moyennes entreprises tout en soutenant les industries auxiliaires via une coopération globale en faveur des agences gouvernementales chargées de promouvoir les PME, des instituts d'enseignement, et des institutions financières, notamment. L'objectif est de transférer aux entreprises locales les moyens de superviser les industries auxiliaires qui approvisionnent en composants et en matières premières les entreprises japonaises implantées dans le pays, et de créer des ressources humaines qualifiées capables de travailler dans les entreprises japonaises.

La JICA appuie également le renforcement des institutions publiques qui fournissent des services aux entreprises en appliquant des méthodes japonaises d'amélioration continue de la qualité et de la productivité comme les 5S et le *kaizen* **[➡ voir l'étude de cas, page 119]**. Au Cambodge, par exemple, le dialogue politique sur les services aux entreprises a été mené sur la base des résultats obtenus dans une entreprise modèle où les 5S et le *kaizen* ont été appliqués, et ces méthodes ont même été intégrées dans les politiques gouvernementales.



Un expert dispense une formation en milieu de travail sur le conseil aux entreprises (projet de Centre d'amélioration de la productivité et de la qualité en Égypte).

Parallèlement à son soutien aux PME, la JICA accompagne aussi les parcours professionnels et favorise l'entrepreneuriat parmi les personnes vulnérables, notamment, en Colombie, les familles des combattants qui ont rendu les armes.

3. Promotion des industries et dynamisation des économies au niveau local

Les disparités régionales ont un impact sur la croissance économique et elles sont devenues un problème majeur dans de nombreux pays en développement. Au niveau local, ces pays font face à un besoin croissant de créer des opportunités d'emploi et de promouvoir les industries en dynamisant l'économie. Pour répondre à ce besoin, la JICA soutient le développement de l'industrie locale en s'appuyant sur le programme « Un village, un produit », et elle encourage l'utilisation des ressources locales pour créer des emplois et faire progresser les économies régionales.

Ce programme doit notamment être mis en œuvre dans 12 pays africains, conformément au plan d'action de Yokohama, annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV). Des études et des projets sont en cours au Malawi, au Kenya, en Ouganda et au Nigeria, où des efforts sont entrepris pour développer les structures gouvernementales d'aide aux groupes de petits producteurs et leur fournir un soutien en matière de comptabilité, de compétences commerciales de base et de techniques de production. Ces efforts portent également sur le renforcement de la structure collaborative entre les marchés et les groupes de producteurs. Des programmes similaires sont mis en œuvre en Asie, en Amérique Centrale et en Amérique du Sud.

4. Développement du tourisme

Auparavant, l'industrie touristique des pays en développement était dominée par des entités – promoteurs, voyagistes et chaînes hôtelières – à capitaux étrangers. Il s'agit là d'un développement touristique exogène. Sans être forcément néfaste, il ne permet pas à la population locale de profiter pleinement des retombées positives de l'activité touristique.

Les initiatives de la JICA visent à promouvoir un modèle de tourisme endogène, qui permette aux résidents locaux de développer ce secteur par leurs propres moyens et de manière durable, en utilisant les ressources dont ils disposent.

La JICA assure une aide dans les domaines suivants : (1) promotion de partenariats public-privé qui assurent la collaboration entre des institutions publiques telles que le ministère du Tourisme et les offices de tourisme locaux, des opérateurs privés tels que les voyagistes et les associations de guides, et la population locale ; (2) formation de ressources humaines afin de transmettre les connaissances nécessaires au développement du tourisme ; (3) développement de produits touristiques valorisant les ressources naturelles et le patrimoine tels que les paysages d'une beauté exceptionnelle ou les sites historiques, ainsi que l'artisanat local ou encore un art populaire propre à une région ; et (4) renforcement des capacités de promotion et de commercialisation du tourisme et du système d'exécution. Par ces efforts, la JICA entend contribuer à la mise en place d'un tourisme durable, facteur de développement régional et de réduction de la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable d'accroître les revenus de la population locale, de créer des emplois et d'instaurer des conditions favorisant l'harmonie sociale.

En Palestine et au Salvador par exemple, la JICA apporte une aide pour le développement des produits touristiques utilisant les ressources locales et elle assure la promotion de ces produits. En République dominicaine, le projet de tourisme durable fondé sur la participation des secteurs public et privé vise à jeter les bases nécessaires au développement d'un tourisme dont les retombées puissent bénéficier durablement aux communautés locales. Le volet consacré au tourisme du programme pilote du Laos (PPL) de réduction des écarts de développement et de l'intégration de l'ANASE vise à réduire les disparités entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Dans le cadre de ce projet, la JICA encourage le développement du tourisme au Laos, l'un des pays les moins développés d'Asie du Sud-Est, en utilisant les ressources touristiques naturelles, culturelles et historiques d'une manière appropriée et durable **[➡ voir l'étude de cas, page 38]**.

La JICA évalue ainsi les besoins de chaque pays et la situation des communautés locales, et elle soutient l'essor touristique qui convient à chaque pays ou à chaque région.

Ressources naturelles et énergies

Situation générale

Le secteur de l'énergie subit de profondes évolutions depuis des années.

Selon les *Perspectives énergétiques mondiales 2010* publiées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande énergétique mondiale devrait augmenter fortement à l'avenir, principalement dans les pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par conséquent, les défis de la sécurité énergétique, notamment la diversification des énergies primaires, devraient être de plus en plus présents. Parallèlement, la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) continue d'alimenter les débats lors de réunions au sommet comme le G8 et le G20. Les pays participants renforcent leurs actions dans ce sens, conformément aux conclusions de la Conférence des parties (COP 15) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Copenhague en 2009 et qui identifie l'énergie comme le principal secteur d'émission de GES. Les technologies énergétiques ont également progressé de manière notable. Outre les améliorations apportées aux technologies de production énergétique conventionnelle, comme l'efficacité thermique des chaudières et des turbines, des efforts ont été entrepris pour développer des énergies nouvelles, telles que l'énergie solaire thermique, et pour commercialiser des systèmes d'approvisionnement énergétique avancés utilisant les technologies de l'information de pointe, comme les réseaux intelligents.

La communauté internationale doit être consciente de ces tendances et trouver la formule optimale du développement énergétique conciliant les perspectives à court et moyen termes avec la nécessité d'une vision à long terme.

En juin 2010, le gouvernement japonais a exposé sa Nouvelle Stratégie de croissance : un programme de revitalisation du pays qui établit que le Japon doit devenir une « puissance dans le domaine de l'énergie et de l'environnement » et promouvoir ses technologies énergétiques environnementales de pointe à l'étranger. Conformément

Étude de cas **Dialogue sur la politique industrielle en Éthiopie**

Utiliser l'expérience de développement économique de l'Asie pour l'Afrique

L'Éthiopie travaille avec acharnement pour développer son secteur privé en se basant sur l'expérience de développement économique de l'Asie. Pour soutenir ses efforts, la JICA organise un dialogue politique pour mettre en lumière l'expérience asiatique et elle aide le pays à élaborer sa politique industrielle.



À l'issue du dialogue sur la politique industrielle, Mme Kuwashima, directrice du département Développement industriel et politiques publiques de la JICA, remet au premier ministre Éthiopien, M. Meles, un manuel élaboré durant l'étude sur l'amélioration de la qualité et la productivité *(kaizen)* en Éthiopie, commencée en même temps que le dialogue.

Le premier ministre Meles Zenawi manifeste un vif intérêt

À l'occasion de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue à Yokohama en mai 2008, la JICA a organisé un symposium international, intitulé « Enseignements de l'Asie de l'Est pour la croissance africaine », auquel le premier ministre éthiopien, M. Meles Zenawi, a participé. Lors de la réunion du groupe de travail Afrique pour l'initiative en faveur du dialogue politique (IPD) qui s'est déroulée en juillet de la même année en Éthiopie, la JICA et les professeurs de l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS) ont donné une conférence sur le développement économique de l'Asie. Le premier ministre Meles Zenawi a manifesté un vif intérêt pour cette présentation et il a par la suite sollicité les conseils de la JICA en vue de créer une stratégie de développement industriel pour l'Éthiopie et d'améliorer la compétitivité des entreprises privées de son pays. Il a par ailleurs indiqué qu'il espérait pouvoir bénéficier de conseils par un échange de vues basé sur l'expérience de développement économique de l'Asie.

En octobre 2009, la JICA a conjugué ses efforts avec le GRIPS en ouvrant, sur une période de deux ans, un dialogue sur les politiques industrielles sous la forme d'un projet de recherche. De plus, la JICA déploie une coopération technique pour la mise en place du programme *kaizen* (améliorer la qualité et la productivité) afin de stimuler la compétitivité des entreprises.

Les dialogues auxquels ont participé le premier ministre, ses conseillers ainsi que les ministres et les organisations concernés ont permis des échanges de vues constructifs axés sur l'expérience de développement économique de plusieurs pays asiatiques. Ces dialogues contribuent ainsi à aider le gouvernement éthiopien à élaborer ses politiques.

à cette politique gouvernementale, la JICA apporte un soutien actif aux pays en développement dans le secteur de l'énergie.



Générateur diesel offert à titre de don pour soutenir la reconstruction économique de la Sierra Leone, où la guerre civile s'est achevée en 2002. Depuis 2010, année de mise en service du générateur, la JICA apporte une coopération pour améliorer les capacités de la Sierra Leone à exploiter et gérer les installations électriques.

Actions de la JICA

1. Électricité et énergie

Les trois points essentiels des programmes d'aide de la JICA concernant l'énergie et l'électricité sont les suivants : 1) instauration d'une croissance économique durable grâce à un approvisionnement stable en électricité, 2) promotion de la réduction des émissions de GES par la mise en place de technologies optimales et 3) promotion de l'électrification des zones rurales pour réduire la pauvreté.

Afin d'assurer un approvisionnement électrique stable, il est important de développer les systèmes de production, de transmission et de distribution énergétique de manière régulière et coordonnée, et de développer les capacités administratives et techniques des ressources humaines. En prenant ces éléments en considération, il est possible de développer les installations électriques de manière fluide et intégrée en assurant une coopération technique pour le développement et la planification des installations en fonction du contexte propre à chaque pays et de mettre en œuvre une coopération financière par l'octroi de prêts d'APD au stade de la construction. De plus, l'organisation de formations sur la gestion et la maintenance permet aux pays d'exploiter leurs installations de manière durable et d'accroitre les effets de la coopération.

La communauté mondiale intensifie ses efforts de réduction des GES, tout comme les pays en développement : ils commencent à promouvoir l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, comme le solaire, l'éolien et la géothermie, ainsi que les technologies de production d'énergie thermique à haut rendement. Le Japon doit tirer parti de ses nombreuses connaissances sur le développement des énergies renouvelables et sur la construction et la maintenance de centrales thermiques à haut rendement pour réduire les niveaux d'émissions de GES dans le secteur énergétique des pays en développement **[➡ voir l'étude de cas, page 46]**.

Pour promouvoir l'électrification rurale, qui vise à améliorer le niveau de vie des communautés, il est important d'agir dans l'optique de la sécurité humaine. Cela implique que les plans d'électrification doivent être élaborés et mis en œuvre en se basant sur les besoins des résidents et des industries locales ainsi que sur les autres plans de développement. Par ailleurs, compte tenu du manque de techniciens dans le secteur de la production et de la distribution électrique dans les pays en développement, il est important de renforcer les capacités de maintenance et de gestion, notamment d'assurer simultanément le développement des structures de gestion des installations. Dans les pays enregistrant de faibles taux d'électrification, notamment en Afrique, des efforts sont en cours pour améliorer les taux d'électrification dans les zones rurales en utilisant des solutions hors réseau, comme l'énergie solaire ou d'autres techniques de production électrique.

La JICA assure également une coopération dans les pays en cours de reconstruction, comme le Rwanda et la Sierra Leone, notamment pour le développement de ressources humaines qui contribuent à la gestion des installations électriques.

2. Exploitations minières (ressources naturelles)

Dans le sillage du développement des économies nouvellement industrialisées, la demande en ressources métalliques est en pleine expansion. En outre, la crise des terres rares de 2010 a confirmé que la demande pour ce type de ressources augmente non seulement dans les pays industrialisés, mais également dans les économies nouvellement industrialisées. L'utilisation efficace des ressources minérales limitées est importante pour les importateurs comme pour les exportateurs. Dans les pays en développement, la JICA soutient les systèmes de promotion d'un développement minier durable et l'accroissement des investissements dans ce secteur, ainsi que le développement des ressources humaines, la création de plans directeurs et la collecte d'informations sur les ressources minérales. La JICA fournit également des conseils pour la mise en place de mesures de protection de l'environnement dans le secteur minier et l'élaboration de plans de développement pour les infrastructures qui intègrent les questions environnementales et les industries liées. L'Agence appuie également l'élaboration de plans de soutien pour les communautés.

3. Efficacité énergétique

La JICA forme des techniciens en maîtrise de l'énergie pour appuyer les efforts en matière d'efficacité énergétique en tirant parti des technologies de pointe du Japon. Ce programme a eu de nombreuses retombées positives. La JICA déploie par exemple une aide pour la construction de systèmes de gestion énergétique et la formation de techniciens compétents dans la maîtrise des énergies thermique et électrique en Thaïlande, en Turquie et en Pologne. À l'issue d'une série de programmes en Turquie, les techniciens ont rapidement été en mesure de faire fonctionner les systèmes sans aide extérieure. Les sites concernés servent aujourd'hui de lieux de formation pour les pays tiers.

En Inde et au Vietnam, la JICA déploie actuellement un système de prêts aux intermédiaires financiers* dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les prêts renforcent le financement et la capacité de mettre en place des projets d'efficacité énergétique. Complémentaires de la coopération technique, ils améliorent l'efficacité de l'aide. Ce système facilite le déploiement d'un soutien financier aux activités du secteur privé.

* Système permettant de faire transiter les prêts d'APD par des institutions de financement du développement du pays emprunteur pour les acheminer vers les PME locales.

Aide pour le commerce

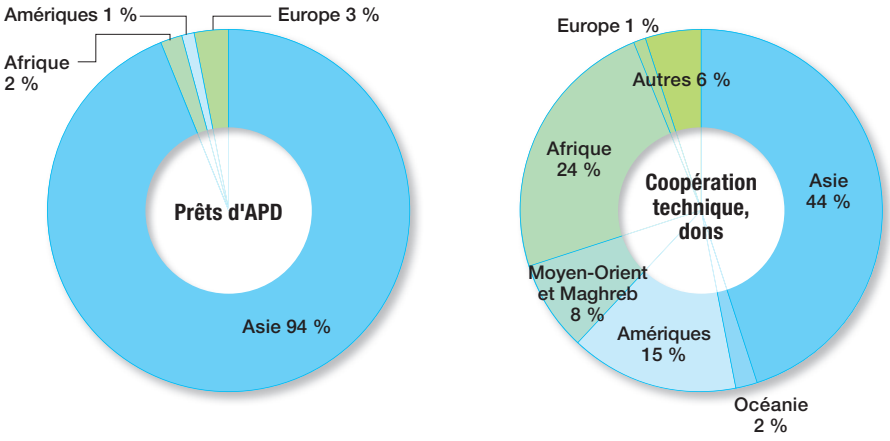
Qu'est-ce que l'aide pour le commerce (APC) ?

L'APC est conçue pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités du côté de l'offre et leur infrastructure liée au commerce afin qu'ils puissent bénéficier de l'essor des échanges commerciaux et faire reculer la pauvreté. Cela permettra à ces pays de réaliser des profits commerciaux et de parvenir à la croissance économique.

Actions de la JICA

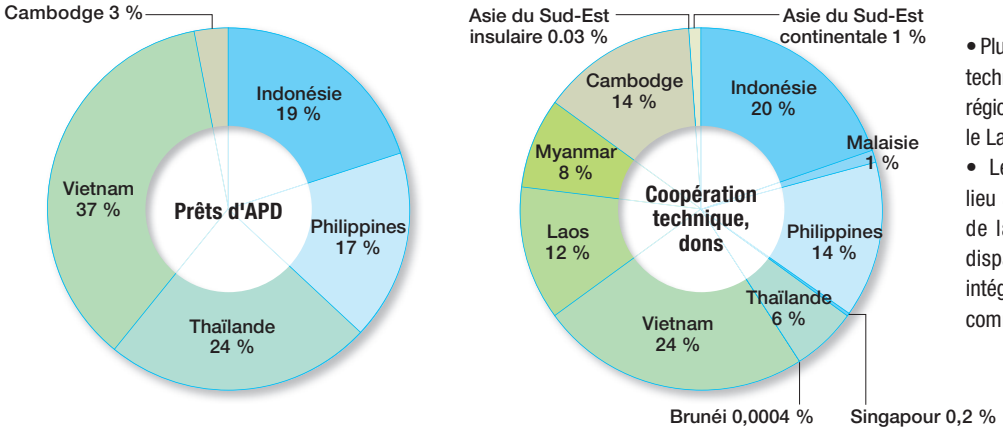
La JICA participe activement à l'initiative APC. En 2009, environ 54 % des projets financés par des prêts d'APD concernaient l'APC.

Figure 1 Répartition de l'APC par région (2009)



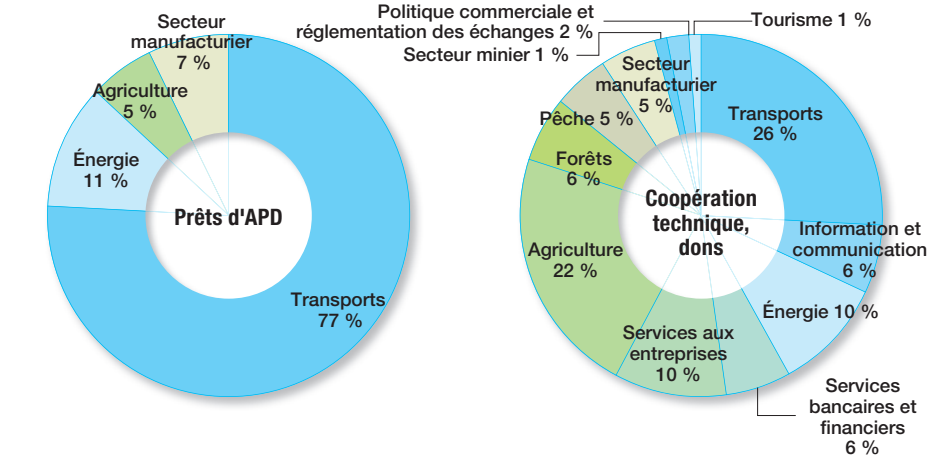
- Les programmes de prêts d'APD, de coopération technique et de dons se concentrent sur l'Asie. En 2009, l'Asie représentait 94 % des prêts d'APD liés à l'APC et 44 % de la coopération technique et des dons liés à l'APC.
- L'Afrique représentait 24 % de la coopération technique et des dons, en 2e position derrière l'Asie.

Figure 2 Répartition de l'APC par pays de l'ANASE (2009)



- Plus de la moitié des projets de coopération technique et de dons mis en œuvre dans la région de l'ANASE concernent le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam.
- Les prêts d'APD bénéficient en premier lieu au Vietnam, ce qui montre que l'aide de la JICA privilégie la correction des disparités entre pays de l'ANASE et une intégration accrue via l'essor des échanges commerciaux.

Figure 3 Répartition de l'APC par secteur dans la région de l'ANASE (2009)



- La JICA se concentre sur le développement de l'infrastructure économique dans la région de l'ANASE, afin d'accélérer la croissance au bénéfice de tous les habitants de cette région.

Note : Les chiffres étant arrondis à l'entier le plus proche, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100.

Recherche

L'objectif de l'Institut de recherche de la JICA est d'assurer un retour sur le travail de développement et d'apporter une contribution décisive aux programmes de développement dans le monde



Les objectifs concernés, parmi les huit OMD, sont indiqués en couleur.

L'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI) a pour objectifs d'« analyser les problèmes qui se posent dans les pays en développement et (de) contribuer aux stratégies opérationnelles de la JICA », de « renforcer la diffusion de l'information au Japon et à l'étranger et (de) jouer un rôle moteur dans les programmes d'aide au développement », tout en exploitant l'expérience et le savoir-faire acquis par l'Agence en tant qu'organisme d'aide au développement.

Les résultats des activités de recherche sont publiés sous la forme de documents de travail, de synthèses politiques, d'ouvrages et d'autres publications, et ils sont largement diffusés sur internet et par d'autres médias.

En dépit de la lutte opiniâtre de la communauté internationale contre les problèmes rencontrés par les pays en développement – notamment la pauvreté, les conflits armés et la dégradation de l'environnement – la plupart des questions les plus primordiales restent sans réponses. Afin de promouvoir une recherche à valeur ajoutée pour formuler des recommandations politiques, la JICA-RI a défini quatre politiques de base et quatre domaines clés de recherche, décrits ci-après.

Politiques de base

1. Adoption d'une perspective globale

Dans ses activités de recherche interdisciplinaire et d'analyse des problèmes de développement, la JICA-RI adoptera une perspective globale intégrant les individus, la société, l'État et le marché.

2. Synthèse du passé et de l'avenir

La JICA-RI réalisera des études en s'appuyant sur les expériences et les résultats analytiques des organisations d'aide au développement du monde entier, la JICA comprise, et les publiera afin qu'elles puissent être utilisées au profit de futures actions d'aide.

3. Mise à profit des expériences du Japon et de l'Asie de l'Est

La JICA-RI analysera les expériences du Japon et de ses voisins d'Asie de l'Est en matière de croissance et étudiera si, et dans quelle mesure, on peut les appliquer à d'autres régions.

4. Partage d'informations avec la communauté internationale d'aide au développement

La JICA-RI se veut un établissement ouvert aux partenaires japonais et internationaux, notamment les chercheurs, les organisations d'exécution de l'aide, les organismes gouvernementaux, les entreprises du secteur privé et les ONG.

Principaux domaines de recherche

1. Paix et développement

La JICA-RI procède à des analyses comparatives d'expériences passées pour trouver des moyens de prévenir et de gérer efficacement les conflits armés, ainsi que de promouvoir la consolidation de la paix après un conflit. L'Institut analyse également les efforts réalisés à l'échelle régionale et internationale, en vue de résoudre les problèmes transfrontières graves qui ne peuvent être traités au niveau d'un seul pays, comme les maladies infectieuses, la criminalité transnationale et la dégradation de l'environnement.

2. Croissance économique et réduction de la pauvreté

Le Japon et ses voisins d'Asie de l'Est sont considérés comme des modèles de développement économique réussis, parce qu'ils sont parvenus à la croissance et ont réduit la pauvreté. La JICA-RI étudie ces cas sous des angles très divers (individus, État, marché et société), et effectue des analyses comparatives avec le développement économique des pays africains.

3. Environnement et développement/Changement climatique

La dégradation de l'environnement à l'échelle régionale représente une menace grave pour la sécurité humaine dans les pays en développement. La JICA-RI encourage l'élaboration de mesures de protection de l'environnement et d'adaptation aux modifications environnementales liées au changement climatique. À cet effet, l'Institut s'appuie sur les connaissances les plus récentes en sciences naturelles, ainsi que sur l'expérience et les informations recueillies par la JICA au cours de ses activités de terrain.

4. Stratégies d'aide

La JICA-RI s'appuie sur l'expérience et les connaissances du Japon pour formuler des recommandations sur les rôles et fonctions de la coopération internationale. Dans cet objectif, elle conduit des recherches sur les méthodes d'aide fondées sur des approches telles que le « développement des capacités » qui vise à renforcer les compétences des individus, des organisations et de la société dans divers domaines, ainsi que sur les concepts de « sécurité humaine » et de « développement inclusif et dynamique » (développement dynamique qui bénéficie à tous).

Dans le cadre de ces quatre domaines de recherche, la JICA-RI met l'accent sur les cinq thèmes prioritaires suivants : réponse aux États fragiles et notamment les pays affectés par des conflits ; développement africain et expérience asiatique ; réponse au changement climatique ; analyse et amélioration de l'efficacité de l'aide ; et enfin, questions liées à l'intégration de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Activités de recherche en collaboration avec d'autres institutions du monde entier

Un aperçu des projets de recherche et des conclusions préliminaires figure sur le site web* de la JICA-RI, sous la forme de documents de travail. Quatorze documents de travail ont ainsi été publiés durant l'exercice 2010.

Ces documents de travail en anglais sont largement diffusés aux

acteurs de l'aide au développement à travers le monde.

Les synthèses politiques, publiées par séries, décrivent de manière concise les implications politiques et pratiques des résultats des recherches exposés plus en détail dans les documents de travail. Ces synthèses politiques fournissent des recommandations pour l'élaboration des politiques et pour les orientations de l'aide.

Les résultats des recherches sont présentés lors de divers symposiums, séminaires internationaux et rencontres universitaires. Durant l'exercice 2010, la JICA a contribué, sous la forme d'un document d'information, au *Rapport sur le développement dans le monde* publié chaque année par la Banque mondiale. En novembre 2010, à Séoul, en Corée du Sud, la JICA-RI a présenté les résultats de ses recherches sur le développement des capacités et la coopération Sud-Sud, lors de l'atelier sur l'évolution de la structure mondiale de l'aide organisé en vue du Forum de haut niveau du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE prévu à Busan en 2011.

En février 2011, la JICA-RI a co-organisé un atelier en Thaïlande qui a également servi de forum pour communiquer les résultats de recherche du projet intitulé « Analyse de l'enseignement supérieur transfrontière pour l'intégration régionale et le marché du travail en Asie de l'Est » avec l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO) et le Centre régional de la SEAMEO pour l'enseignement supérieur et le développement (SEAMEO RIHED).

La JICA-RI a également présenté ses résultats de recherche lors d'autres symposiums et séminaires.

La JICA-RI privilégie la recherche en réseau en s'appuyant sur des partenariats avec des organismes de recherche internes et externes, ainsi que des agences d'aide au développement. Des recherches conjointes sont réalisées avec des institutions internationales telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAsD), ainsi que l'Université de Harvard aux États-Unis, l'Université d'Oxford au Royaume-Uni, ou encore les instituts d'études stratégiques et internationales de l'ANASE (ASEAN ISIS).

Parallèlement à la diffusion internationale de l'information, la JICA-RI a également entrepris des recherches pour le projet « Séries historiques », qui étudie la contribution du Japon au développement des pays en développement dans une perspective de long terme. L'Institut a publié les résultats de recherche en trois tomes en japonais.

*Site web (en anglais) de l'Institut de recherche de la JICA : http://jica-ri.jica.go.jp

Étude de cas **Forum JICA-Banque mondiale**

Discussion sur la mondialisation et nouvelle orientation de l'aide au développement

Un forum international (co-organisé par la JICA et la Banque mondiale et soutenu par le ministère japonais des Affaires étrangères) s'est tenu à la JICA-RI, le 2 avril 2010, pour examiner comment la mondialisation avait modifié notre planète et, par voie de conséquence, l'orientation et les rôles de l'aide au développement.

Le discours d'ouverture du forum a été prononcé par Chinami Nishimura, vice-ministre parlementaire chargée des Affaires étrangères du Japon. Durant la première partie du forum, le premier ministre de Corée du Sud, Han Seung-Soo, le Secrétaire général de l'ANASE, Surin Pitsuwan, l'économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale, Justin Lin, l'entrepreneur Nobuyuki Idei, et la présidente de la JICA, Sadako Ogata, qui composaient le panel, ont exprimé leurs opinions sur l'interdépendance croissante des pays et les bénéfices d'une intégration régionale (les titres correspondent aux positions occupées par les membres du panel au moment du forum).

Un élément particulier est ressorti des discussions des intervenants : « Le plus grand problème du développement est le manque de capacité des pays en développement eux-mêmes. Parallèlement au développement économique, les pays en développement doivent impérativement renforcer les capacités dont ils ont besoin pour atteindre les OMD. C'est là que l'APD doit intervenir. »

Dans la dernière partie du forum, un atelier était organisé pour contribuer au *Rapport sur le développement dans le monde* de 2011, qui aborde notamment les thèmes de la fragilité des États et des conflits armés, avec la participation de Sarah Cliffe, co-directrice du Rapport. La première moitié de l'atelier s'est concentrée sur les menaces qui dépassent les frontières et les initiatives régionales, et des discussions ont eu lieu sur les progrès de l'intégration régionale dans la situation mondiale récente.

La seconde moitié était consacrée à des échanges de vues, notamment sur le renforcement des capacités au niveau national, la stabilité, le leadership politique, et sur les différences entre les normes et standards internationaux et régionaux. À partir des discussions de l'atelier, le directeur de la JICA-RI, Keiichi Tsunekawa, a souligné que la tolérance envers les forces antigouvernementales, les modalités de la compétition économique et les identités séculaires nationales constituaient des facteurs sociopolitiques de stabilité en Asie de l'Est. Il a conclu qu'il fallait également réfléchir sur la manière de poursuivre les réformes économiques et politiques.



De gauche à droite : La présentatrice de la NHK, Aiko Doden, qui a animé les débats, la présidente de la JICA, Sadako Ogata, et le premier ministre sud-coréen, Han Seung-Soo.

なんとかしなきゃ！
見過ごせない —— 55億人

Projet Nantokashinakya
Nan-pro : Nous ne pouvons pas ignorer 5,5 milliards d'individus

Efforts de la première année

Le projet Nantokashinakya – Nous ne pouvons pas ignorer 5,5 milliards d'individus (Nan-pro), qui a commencé le 27 juillet 2010, encourage la participation du public à la coopération internationale. L'objectif du projet est d'améliorer la sensibilisation, la compréhension, le soutien, l'action et la participation du public, par la diffusion d'informations en collaboration avec divers acteurs de la coopération internationale, tels que des groupes de citoyens, des organisations internationales, des agences gouvernementales, des entreprises, des gouvernements locaux et des établissements d'enseignement, afin d'étendre le concept à la société dans son ensemble.



Page d'accueil du site web Nan-pro (http://nantokashinakya.jp [en japonais])



Shun Shioya, entouré d'enfants du Timor-Est



Kurara Chibana, en visite au Sri Lanka, sur un site d'activité des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

Dans le cadre de ce projet, un comité exécutif a été formé par trois organisations : le JANIC (Centre des ONG de coopération internationale), la JICA et le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) pour fournir, avec le concours des quelque 200 organisations membres, des informations sur les défis à relever et l'état de l'aide dans les pays en développement ainsi que sur les activités récentes de coopération internationale auxquelles les populations peuvent participer.

Ces informations sont disponibles sur le site dédié du Nan-pro (http://nantokashinakya.jp [en japonais]). Ce projet se caractérise notamment par la participation volontaire de célébrités et de personnalités influentes qui s'intéressent à la coopération internationale et dont la capacité à diffuser de l'information est exploitée pour envoyer des messages.

Un programme est actuellement en cours dans lequel ces célébrités et personnalités influentes se rendent dans les pays en développement et relatent leurs impressions avec leurs propres mots. Kurara Chibana, qui a visité le Sri Lanka en août 2010, et Shun Shioya, qui s'est rendu au Timor-Est en janvier 2011, ont communiqué des informations par le biais de divers supports médiatiques, notamment des magazines et des blogs, et ils ont également parlé de leurs expériences lors d'émissions télévisées ou d'autres événements.

Les réactions des participants à ces événements ont été très positives. Voici quelques-uns de leurs commentaires : « Ces célébrités m'ont fait connaître la JICA et les ONG de coopération internationale » et « Pour moi, c'était une bonne occasion de réfléchir à ce que je pourrais faire pour contribuer au développement. »

De nombreuses personnes souhaitent participer aux événements et aux séminaires, la première étape de la coopération internationale consiste donc à diffuser, sur le site web, davantage d'informations sur les événements prévus au niveau des préfectures et des régions. À Hiroshima, le 25 septembre 2010, avant le match de l'équipe de ligue J Sanfrecce Hiroshima, les joueurs ont effectué une « déclaration Nantokashinakya », et un débat a été organisé sur la coopération internationale. Près de 6 000 personnes, pour la plupart des amateurs de football, ont pris part à cet événement.

Avec Nan-pro, les personnes qui adhèrent au projet et participent à ses activités sont des « supporters » et incitent le public à s'inscrire sur le site web. L'objectif est de parvenir à 55 000 inscriptions sur trois ans. Si le projet suscite suffisamment d'engouement, il pourrait bien gagner aussi le reste du monde. Porté par cet espoir, le projet Nantokashinakya entend continuer vaillamment son chemin.

Système d'exécution



Des pêcheurs philippins

Modalités de la coopération

Coopération technique — 126
Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé — 128
Dons — 130
Programmes de formation technique au Japon — 132
Programmes des volontaires japonais — 134
Partenariats avec les ONG et autres organisations — 136
Partenariats public-privé — 138
Secours en cas de catastrophe — 140

Opération, gestion et évaluation

Diffusion de l'information — 142
Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales — 143
Système d'évaluation des opérations — 147

Coopération technique

Soutenir l'amélioration des capacités des pays en développement par une aide à plusieurs niveaux, via le perfectionnement des ressources humaines et le renforcement organisationnel et institutionnel

Réponse à des besoins divers et variés

La coopération technique est l'un des principaux dispositifs d'aide de la JICA. C'est une coopération d'individu à individu qui soutient le renforcement de l'ensemble des capacités des pays en développement à relever par eux-mêmes les défis du développement. En élaborant avec les pays en développement des plans de coopération sur mesure, la JICA s'attache à répondre aux problèmes en utilisant les connaissances, l'expérience et les technologies du Japon et des pays en développement.

Les besoins des pays en développement sont de plus en plus diversifiés et ne concernent plus seulement le développement de l'agriculture, des infrastructures de transport, des industries, des services de santé et d'éducation. Ces dernières années, ces besoins se sont étendus à d'autres domaines tels que le développement de systèmes juridiques, le passage à l'économie de marché, la consolidation de la paix, l'aide à la reconstruction et l'élaboration de mesures de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Pour répondre à cette diversification, la JICA intervient à plusieurs niveaux en soutenant le développement des ressources humaines, le renforcement organisationnel et institutionnel ainsi que l'élaboration de politiques, via l'envoi d'experts, la formation et ou la fourniture d'équipements.

Certains problèmes de développement nécessitent une coopération financière pour construire des installations et fournir des équipements. Afin de répondre à ces besoins de manière plus efficace et rationnelle, la JICA intègre l'aide financière et l'assistance technique dans un seul programme de coopération, ce qui accroît les effets de synergie.

De plus, afin de relever les défis mondiaux qui nécessitent le développement et l'application de technologies et connaissances scientifiques nouvelles dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, des ressources biologiques, de la prévention des catastrophes et des maladies infectieuses, la JICA met en œuvre depuis l'exercice 2008 le partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS), qui incorpore des activités de recherche conjointe avec les pays en développement.

Une combinaison efficace d'outils de coopération

1. Envoi d'experts

Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour transmettre les technologies et les connaissances requises aux représentants du gouvernement et aux ingénieurs locaux (homologues). Parallèlement, ils travaillent avec ces homologues à la diffusion de technologies et à la création d'institutions adaptées à la situation de ces pays, tout en poursuivant des activités de sensibilisation. Afin de fournir des services encore plus efficaces, la JICA prend en compte les spécificités régionales, le contexte historique et la langue du pays partenaire, et privilégie, le cas échéant, l'envoi d'experts de pays tiers (autres que le Japon ou le pays partenaire) plutôt que du Japon.

2. Formation de participants étrangers

La JICA invite du personnel compétent de pays en développement, exerçant d'importantes responsabilités en matière de développement économique et social, à participer à des formations au Japon **[➡ voir l'étude de cas, page 132].** Ces personnes peuvent ainsi acquérir le savoir-faire et les technologies dont leur pays d'origine a besoin. La JICA organise également des programmes de formation dans les pays partenaires ou des pays tiers.

3. Fourniture d'équipements

Les matériels et équipements dont les experts ont besoin pour mettre en œuvre une coopération efficace sont fournis aux pays partenaires.

4. Projets de coopération technique

Combinant de manière optimale l'« envoi d'experts », la « formation de participants étrangers » et/ou la « fourniture d'équipements », ces projets forment la base de la coopération technique de la JICA. Pour qu'ils donnent des résultats encore plus fiables, leur mise en œuvre doit être rationnelle et intégrée, depuis la planification jusqu'à l'évaluation.

Afin de promouvoir l'appropriation des pays en développement, de nombreux projets de coopération technique adoptent des méthodes « participatives » associant la population de la zone cible du projet aux activités de planification, de gestion opérationnelle et d'évaluation. La JICA collabore en outre avec des entreprises privées, des universités, des ONG et d'autres organisations, dont elle exploite l'expérience, les connaissances et le savoir-faire accumulés dans le cadre des projets, afin de faire face à des défis majeurs et plus complexes.

Processus d'exécution

1) Identification et formulation
   La JICA identifie et formule des projets en se basant sur les discussions avec le gouvernement du pays partenaire, la collecte d'information par ses bureaux à l'étranger et des études préparatoires.
2) Demande et approbation
   Le ministère des Affaires étrangères (MOFA), d'autres ministères japonais et la JICA discutent de la décision d'approuver le projet qui a fait l'objet d'une demande de coopération du pays partenaire. Le gouvernement japonais informe le pays partenaire de l'approbation du projet, et des notes verbales sont échangées avec les représentations diplomatiques à l'étranger.
3) Étude/Évaluation ex ante
   Afin de clarifier les détails et les résultats escomptés du projet, mais aussi de vérifier le bien-fondé de sa mise en œuvre, une évaluation ex ante est réalisée sur la base de cinq critères : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.
4) Mise en œuvre du projet/Évaluation à mi-parcours/ Évaluation de fin de projet
   La JICA et l'organisation gouvernementale du pays partenaire signent le procès-verbal des discussions (PVD) relatives à la mise en œuvre du projet, le détail des activités et les mesures requises.
   Les critères définis par l'évaluation ex ante sont utilisés lors

de l'évaluation à mi-parcours, qui est réalisée après le début du projet, et lors de l'évaluation de fin de projet, qui est réalisée six mois avant l'achèvement du projet. Les résultats de chaque évaluation sont utilisés sous forme de recommandations pour améliorer le projet.

5) Suivi/ Évaluation ex post

Au terme de la mise en œuvre du projet, une coopération supplémentaire est fournie, si nécessaire, afin d'assurer la résolution de problèmes non prévus.

L'évaluation ex post est effectuée plusieurs années après l'achèvement du projet pour vérifier sa durabilité et son impact. Les résultats de cette évaluation sont ensuite utilisés pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets similaires.

5. Coopération technique pour la planification du développement

Dans le cadre de son soutien à l'élaboration des politiques et aux programmes de travaux publics des pays en développement, la JICA procède à un transfert de technologies, en matière notamment de méthodes d'enquête, d'analyse et de planification, aux homologues du pays partenaire. La coopération se compose essentiellement des quatre volets suivants :

1) Schémas directeurs et études d'appui aux politiques (réformes fiscales, création de systèmes juridiques, etc.) en soutien à l'élaboration de politiques et à la planification de projets publics
2) Études relatives à l'aide d'urgence (remise en état et reconstruction de l'infrastructure de base endommagée par divers facteurs, tels que les catastrophes naturelles ou conflits)
3) Études de faisabilité pour les projets qui seront exécutés par les gouvernements des pays en développement ou d'autres donateurs
4) Autres études (cartographie topographique, enquêtes hydrogéologiques, etc.)

À l'achèvement de la coopération technique pour la planification du développement, les pays partenaires s'appuient sur les résultats obtenus pour 1) élaborer des plans de développement sectoriel/régional ou de remise en état/reconstruction inspirés des recommandations ; 2) mettre en œuvre des programmes (projets) grâce aux fonds obtenus auprès des organisations internationales et d'autres bailleurs ; et/ou 3) exécuter les réformes organisationnelles/ institutionnelles préconisées.

6. Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

Le « partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) », est l'un des programmes de coopération technique de la JICA. Il vise le développement de nouvelles technologies et l'acquisition de connaissances scientifiques qui contribueront à la résolution des problèmes mondiaux, via des partenariats entre les universités et les instituts de recherche du Japon et des pays en développement. Ce programme a aussi pour objectifs d'appliquer, à tous les niveaux de la société, les résultats obtenus et de renforcer les capacités de recherche des pays en développement pour soutenir un développement durable et indépendant.

Le SATREPS est mis en œuvre dans le cadre de projets de coopération technique ou de l'envoi de chercheurs, en tant qu'experts. Ce programme relève de la « diplomatie scientifique et technologique », qui utilise la science et les technologies avancées du Japon pour faire progresser la diplomatie. Il est mis en œuvre conjointement par l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST), la Société japonaise pour la promotion de la science (JSPS) et la JICA.

Étude de cas **Afghanistan**
Amélioration de l'agriculture basée sur le riz dans la province de Nangarhar

Confiance et espoir envers les techniques améliorées de culture du riz dérivées des récoltes à haut rendement

En mars 2011, le projet d'amélioration de l'agriculture basée sur le riz dans la province de Nangarhar (RIP), destiné à améliorer les techniques de culture rizicole et la qualité du riz dans l'est de l'Afghanistan, s'est achevé en produisant des résultats significatifs. Forte de cette réussite, la JICA a démarré en mai 2011 un nouveau projet intitulé « développement de l'agriculture basée sur le riz en Afghanistan (RIPA) », et elle apporte une aide continue pour la promotion de la culture du riz au niveau national.

Mise en place de techniques de culture rizicole appropriées

En Afghanistan, l'agriculture est au cœur de la vie économique et elle emploie près de 80 % de la population, le riz étant la deuxième culture du pays. Cependant, les nombreuses années de conflit ont détruit les infrastructures agricoles de base et ont provoqué une pénurie de ressources humaines.

Pour relever ces défis majeurs, la JICA a lancé, en septembre 2007 et pour une durée de trois ans et demi, un projet de coopération technique dans la province de Nangarhar, l'une des principales zones de production rizicole du pays. La coopération est axée sur le développement de la riziculture et des capacités de recherche, ainsi que sur les systèmes de vulgarisation. Le projet a vérifié l'efficacité des techniques améliorées de riziculture à la station expérimentale agricole, où une amélioration du rendement allant de 120 à 310 % par rapport aux méthodes culturales traditionnelles a été constatée. Ces techniques améliorées de culture rizicole ont également été partagées avec les agriculteurs locaux de 25 exploitations pilotes réparties sur huit districts.

Bien que pour des raisons de sécurité, les activités des experts japonais aient été restreintes à ces exploitations pilotes, un ensemble de techniques applicables aux agriculteurs locaux, allant de la préparation des graines aux technologies post-récolte, ont été développées grâce à la collaboration étroite et au sentiment d'unité entre les chercheurs et les agents de vulgarisation agricole.

Le soutien des homologues, extrêmement motivés, et une approche progressive ont permis de consolider ces techniques parmi les agriculteurs locaux.

Dans le projet RIPA, les chercheurs et les agents de vulgarisation agricole formés lors du RIP joueront un rôle fondamental pour la diffusion des techniques améliorées de riziculture dans la province de Nangarhar et d'autres provinces, ainsi que pour continuer à améliorer ces techniques et étendre la portée du projet.



La formation pratique organisée à la station expérimentale agricole combinait théorie et pratique, et elle a été saluée pour sa clarté par les agents de vulgarisation agricole.

Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé

Apports d'aide concessionnelle pour soutenir le développement et l'appropriation des régions en développement

Contribuer au développement durable des régions en développement

Dans bien des pays en développement, l'infrastructure économique et sociale est insuffisante, notamment les services de l'électricité, du gaz, des transports et des communications. Ces dernières années, des enjeux mondiaux tels que le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles, la pollution de l'air et de l'eau, le changement climatique, les conflits et le terrorisme, ainsi que les crises financières sont venus s'ajouter aux problèmes de pauvreté. Pour répondre à ces enjeux, la communauté internationale a fixé des objectifs communs, les OMD (objectifs du Millénaire pour le développement), tandis que chaque pays formulait une série de mesures.

Les prêts d'APD constituent des apports de fonds relativement importants, accordés à des conditions concessionnelles aux pays et régions en développement, afin de soutenir leurs efforts de croissance et leurs initiatives de développement.

Prêt d'APD

Axer l'aide sur l'appropriation des pays en développement

L'appropriation est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays en développement. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des projets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement. Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'APD.

Déroulement des prêts d'APD —Cycle du projet—

Les prêts d'APD comportent six étapes. Les enseignements tirés de l'évaluation ex post, qui constitue la dernière étape du cycle du projet, sont réinjectés dans les nouveaux projets. Cet enchaînement de phases est appelé le « cycle du projet ».

Nature des prêts d'APD

1. Prêts pour les projets

1) Prêts-projets

La grande majorité des prêts d'APD sont des prêts-projets. Ce type de financement permet la fourniture d'installations, d'équipements et de services ou la réalisation de travaux de génie civil et d'autres travaux associés, notamment des routes, des centrales électriques ou des installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

2) Prêts pour les services d'ingénierie

Les prêts de ce type sont utilisés pour les services d'ingénierie nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets. Ces services comprennent des études de faisabilité, études approfondies du projet sur site, avant-projets détaillés et préparation des documents d'appel d'offres. Comme pour le prêt-projet, l'obtention de ce type de prêt est subordonnée à l'exécution préalable d'une étude de faisabilité ou similaire et à la confirmation de la nécessité et de la pertinence du projet.

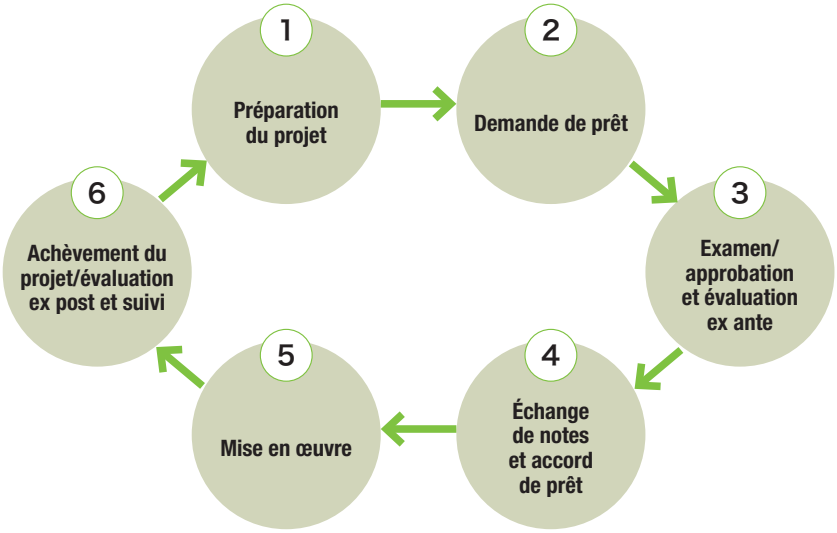
3) Prêts aux intermédiaires financiers

Ces prêts sont octroyés aux institutions financières du pays bénéficiaire en s'appuyant sur le système financier du pays concerné. Ils financent la mise en œuvre des politiques définies, notamment la promotion des PME dans les secteurs de la production manufacturière, de l'agriculture et des autres industries spécifiées, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des plus démunis. Ces prêts sont dits « en deux temps », car les fonds transitent par au moins deux institutions financières avant de parvenir aux bénéficiaires finaux. Ce type de prêt permet de proposer des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux dans le secteur privé. Étant accordés par des institutions financières locales, ils permettent également de renforcer les capacités opérationnelles de ces institutions et de développer le secteur financier des pays bénéficiaires.

4) Prêts sectoriels

Les prêts sectoriels servent à la fourniture de matériels et d'équipements, de services et de conseils requis pour la mise en œuvre des plans d'aménagement d'un secteur particulier comprenant plusieurs sous-projets. D'autre part, ils servent aussi à renforcer les capacités opérationnelles

Cycle d'un projet de prêt d'APD



de ces institutions et à développer le secteur financier des pays bénéficiaires.

2. Prêts hors projets

1) Prêts-programmes

Les prêts de ce type soutiennent la mise en œuvre de stratégies nationales et de réduction de la pauvreté des pays en développement qui souhaitent améliorer leurs politiques et réaliser des réformes systémiques. Ces dernières années, le prêt le plus courant est celui dont le produit est directement intégré dans le budget du pays ciblé. Après confirmation de la mise en œuvre des premiers éléments de réforme, les consultations se poursuivent dans le cadre d'un soutien aux réformes à long terme. Dans de nombreux cas, les prêts de ce type prennent la forme d'un cofinancement avec la Banque mondiale ou d'autres banques multilatérales de développement (BMD).

2) Prêts de soutien à la balance des paiements

Ces prêts sont accordés aux pays en développement confrontés à des difficultés économiques et exposés à des taux de change toujours plus défavorables. Ils permettent de financer les importations urgentes et essentielles de matériels, et de stabiliser l'économie. Ces prêts sont souvent utilisés pour importer des marchandises dont les gouvernements du Japon et du pays bénéficiaire auront convenu au préalable : machinerie industrielle et matières premières, engrais et pesticides, machines agricoles ou d'autres types.

3) Prêts-programmes sectoriels

Ce sont des prêts de soutien à la balance des paiements qui servent également à soutenir les politiques de développement dans les secteurs prioritaires des pays partenaires. Les fonds en devises locales (fonds de contrepartie), d'un montant correspondant à celui qui a été versé à l'importateur en devises étrangères, sont utilisés pour des investissements destinés au développement d'un secteur spécifique.

Financement des investissements du secteur privé

Le 25 janvier 2011, le Cabinet a donné son approbation pour la « réalisation de la Nouvelle Stratégie de croissance 2011 », qui prévoit la reprise par la JICA des activités de financement des investissements du secteur privé.

Suite à cette mesure, la JICA a adopté une approche pilote* pour financer des projets, en optimisant l'efficacité de l'aide, via les investissements du secteur privé, conformément au plan de développement et aux autres politiques des pays en développement.
[➡ voir page 139].

* Mettre en œuvre des projets pilotes spécifiques afin de ; 1) vérifier et améliorer le système d'exécution ; et 2) finaliser les règles concernant la sélection des projets.

Étude de cas **Vietnam Projet de construction du pont de Cuu Long (Can Tho)**

Un pont de rêve dans le delta du Mékong

Achevé en avril 2010, le pont de Can Tho est l'un des plus grands du fleuve Mékong. Il a été construit avec des prêts d'APD et il a permis d'améliorer significativement les transports et la distribution de marchandises dans le delta, contribuant ainsi au développement économique et social de la région.

Hier, les ferries, aujourd'hui, un pont : « Un rêve vieux de 100 ans devient réalité »

Situé à 170 km au sud-ouest de Hô-Chi-Minh, la ville de Can Tho est le plus grand centre urbain de la région du delta du Mékong. Avec le développement économique récent, les industries agricoles et manufacturières de la région ont enregistré une croissance importante. Les exportations ont augmenté, ce qui a provoqué une explosion du trafic. Mais le transport de marchandises sur les affluents du Mékong, qui est très large à certains endroits, a toujours été difficile. Jusqu'à récemment, le transport était assuré par un système de ferries, mis en place il y a plus de 100 ans. Selon le moment de la journée, les usagers étaient parfois contraints d'attendre plusieurs heures avant de pouvoir embarquer sur un ferry, ce qui provoquait d'importants embouteillages sur les routes proches du fleuve.

Pour atténuer ces problèmes, le pont Can Tho a été ouvert le 24 avril 2010. De nombreux membres du gouvernement, notamment le premier ministre Tan Dung, ont assisté à la cérémonie d'inauguration. Tous ont célébré avec enthousiasme l'entrée en service du pont. Un journal a rapporté que les résidents locaux étaient remplis de joie. Certains seraient même allés jusqu'à dire qu'avec ce pont « c'est un rêve vieux de 100 ans qui devient réalité ». Depuis l'ouverture du pont, le trafic s'est amélioré au-delà des attentes. Cette infrastructure a fortement contribué à la fluidité de la circulation des biens et des personnes dans la région du delta du Mékong. Le pont de Can Tho est relié à un tronçon de l'autoroute nationale n° 1, c'était il y a peu la seule partie où il fallait traverser par bateau. Cette autoroute parcourt le Vietnam du nord au sud et relie dorénavant la ville de Can Tho à d'autres grandes villes, notamment la capitale, Hanoï, et Ho-Chi-Minh. Cela explique que ce projet d'envergure représente la réalisation d'un rêve pour la population vietnamienne. En permettant le développement de la région du delta du Mékong et du pays dans son ensemble, le pont a contribué à améliorer les conditions de vie. Il demeurera sans doute un symbole de l'amitié qui lie le Japon et le Vietnam pour de nombreuses années.



Avec un tronçon principal de 1 010 mètres, le pont de Can Tho est le plus long pont à haubans d'Asie du Sud-Est.

Dons Une coopération financière destinée à construire l'infrastructure sociale des pays en développement

Construire l'avenir des pays à faible revenu

Un don est une aide financière sans obligation de remboursement de la part du pays en développement bénéficiaire. Destiné en priorité aux pays à faible revenu, ce type d'aide couvre un large éventail d'activités de coopération liées à l'avenir des pays partenaires, comme le développement de l'infrastructure économique et sociale, via la construction d'hôpitaux ou de ponts, ainsi que l'éducation, la sensibilisation au VIH/sida, la santé infantile, et l'environnement notamment.

Ces dernières années, les dons jusqu'alors réservés à l'appui structurel – construction d'installations ou fourniture d'équipements – se sont étendus aux aspects non structurels de l'aide – assistance technique, développement des ressources humaines, et autres activités – avec à la clé une coopération plus efficace.



Treize casernes de pompiers de la capitale arménienne, Yerevan, ont reçu 28 camions pour remplacer d'anciens véhicules, ainsi que des conseils techniques sur les opérations et la lutte contre les incendies (projet d'amélioration des équipements de lutte contre les incendies à Yerevan, en Arménie).

Ainsi, afin de transmettre à la population locale le savoir-faire nécessaire à l'exploitation et à la maintenance des équipements fournis par des dons, des experts sont détachés du Japon ou des représentants de la population locale sont invités à suivre une formation au Japon. Dans certains cas, les dons servent également à financer la construction des structures de formation et de recherche permettant d'assurer la coopération technique.

À l'exclusion des projets mis en œuvre par le ministère japonais des Affaires étrangères dans le cadre de la politique diplomatique, tous les projets de dons sont gérés et exécutés par la JICA, des études préliminaires à la gestion de l'après-projet en passant par les opérations de paiement.

Secteurs ciblés

Les principaux secteurs ciblés sont la santé et les soins médicaux, l'assainissement, l'approvisionnement en eau, l'éducation primaire et secondaire, le développement rural et agricole, les transports, l'électricité, l'information et les communications et autres besoins essentiels de l'être humain. Ces dernières années, la coopération s'est diversifiée et étendues à d'autres secteurs, tels que la prévention des conflits, la consolidation de la paix, l'éradication des mines terrestres, les mesures de lutte contre le terrorisme et la piraterie, la prévention et la reconstruction après des catastrophes, l'environnement, et la lutte contre le changement climatique.

Procédure de mise en œuvre des dons

Identification et formulation du projet

Sur la base des discussions avec le gouvernement du pays partenaire, la JICA conduit diverses études, notamment préparatoires, examinant ainsi sous divers angles la situation du pays, les objectifs du projet, l'étendue de la coopération, les structures d'exécution et de gestion et les résultats attendus

Types de dons mis en œuvre par la JICA

Intitulé du programme	Résumé
Dons pour les projets généraux	Soutien aux projets mis en œuvre pour répondre aux besoins essentiels de l'être humain, tels que l'éducation (ainsi que la construction d'hôpitaux, d'écoles et de routes, l'achat de matériels et d'équipements pour les véhicules de transport en commun, etc.).
Dons pour l'autonomisation communautaire	Soutien au développement intégré de compétences dans les communautés dont l'existence ou les conditions de vie sont menacées
Dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix	Soutien et autres mesures pour développer les infrastructures économiques et sociales nécessaires dans les pays en situation post-conflictuelle.
Dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction	Soutien en matière de prévention et de reconstruction après des catastrophes
Dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique	Soutien à l'adoption de politiques et à la planification relative aux mesures de lutte contre le changement climatique mondial, etc., et aux projets associés
Dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté	Soutien budgétaire aux pays mettant en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté
Dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude)	Soutien à la formation de jeunes fonctionnaires
Dons pour la pêche	Soutien aux projets de promotion de l'industrie de la pêche
Dons pour la culture	Soutien à l'achat d'équipements et au développement d'installations nécessaires pour promouvoir la culture, etc.
Dons pour les agriculteurs défavorisés	Soutien à l'achat d'équipements agricoles et d'engrais etc., pour appuyer les efforts destinés à réaliser l'autosuffisance alimentaire.
Dons pour la coopération antiterroriste et le renforcement de la sécurité	Soutien au renforcement de mesures de lutte contre la piraterie et d'autres actions de sécurité publique

du projet. Les fonds requis sont calculés sur la base de ces informations.

Examen et approbation

La JICA transmet au gouvernement japonais toutes les informations relatives au processus de mise en œuvre et aux résultats des études préparatoires, elle vérifie le bien-fondé du projet et examine le contenu de la coopération.

En fonction des résultats des études, le gouvernement japonais exécute les examens et les procédures requis pour libérer les budgets et soumet ses propositions au Cabinet, à qui revient la décision finale pour la mise en œuvre du projet.

Échange de notes et accord de don

Après l'approbation du Cabinet, le gouvernement du pays partenaire et le gouvernement du Japon signent des documents (échange de notes) récapitulant les objectifs et le contenu de la coopération pour le projet concerné.

La JICA signe alors avec le gouvernement du pays partenaire un « accord de don » qui définit les conditions du don.

Mise en oeuvre

Suite à la signature de l'échange de notes et de l'accord de don, la JICA fournit au pays bénéficiaire et aux consultants des conseils et des recommandations pour la mise en œuvre du projet. Ces avis techniques et recommandations garantissent le respect des délais et des procédures de construction d'installations et de fourniture de matériels et d'équipements, à compter de la date de l'accord de don jusqu'à la fin des travaux de construction, y compris la remise des matériels et des équipements.

Gestion de l'après-projet

Au terme de la coopération, le gouvernement du pays partenaire prend en charge la maintenance et le fonctionnement du projet. Certains problèmes non prévus, comme les pannes d'équipement, peuvent cependant se produire. La JICA assure alors une coopération supplémentaire, sous la forme de fourniture de matériels et d'équipements, d'envoi d'équipes de réparation, et de travaux de réparation d'urgence, destinée à pérenniser les effets de l'aide.



La JICA a modernisé les installations et les équipements de l'hôpital universitaire de Jaffna. Cet établissement, qui est le seul à pouvoir fournir des soins tertiaires dans la province Nord du Sri Lanka ne fonctionnait plus correctement à cause de l'état de délabrement de ses installations et équipements. La photographie représente les équipements fournis au département de radiologie de l'hôpital (projet d'amélioration des fonctions centrales de l'hôpital universitaire de Jaffna, au Sri Lanka).

Études préparatoires

Élaborer une coopération pour maximiser les bénéfices des trois types d'instruments d'aide : la coopération technique, les prêts d'APD et les dons

Renforcer la mise en œuvre flexible et rapide de projets efficaces grâce aux études préparatoires

Les études préparatoires sont entreprises au stade de la préparation du projet de coopération.

Elles permettent une amélioration significative de la flexibilité et de la vitesse d'exécution du projet pour les raisons suivantes :

- La décision de mener une étude préparatoire peut être prise à tout moment si elle est nécessaire, en consultation avec le ministère des Affaires étrangères du Japon.
- Lorsque cela est approprié, un programme de coopération et des projets individuels peuvent être regroupés dans une seule étude.

Les études préparatoires permettent à la JICA d'optimiser les combinaisons et les effets de synergie des trois types d'instruments d'aide, la coopération technique, les prêts d'APD, et les dons, et ainsi d'améliorer les effets sur le développement.

Les objectifs des études préparatoires peuvent être divisés en deux catégories principales :

1) Une étude peut « fixer un objectif de développement pour la coopération » et « élaborer des scénarios de coopération appropriés (programme de coopération) pour réaliser cet objectif », afin d'aider le pays partenaire à atteindre des objectifs de développement spécifiques d'une manière efficace et efficiente.

2) Une étude peut identifier et formuler des projets individuels et des plans de base pour ces projets, proposer des contenus pour la coopération et examiner la pertinence, l'efficacité et l'efficience des projets candidats.

Programmes de formation technique au Japon —— La pierre angulaire d'une plateforme intellectuelle

Œuvrer à l'accumulation et à la diffusion du savoir et de l'expérience

En étroite collaboration avec les bureaux de l'Agence à l'étranger et les départements régionaux et thématiques* impliqués dans la mise en œuvre des projets, le département de la Formation et de la participation citoyenne gère et exécute, conjointement avec les antennes de la JICA au Japon, les programmes de formation technique, de coopération participative et citoyenne, de bourses d'étude, de partenariat avec les universités et de dons, afin de soutenir les efforts de résolution des problèmes déployés par les pays en développement.

Comme expliqué dans le diagramme ci-après, chaque antenne de la JICA capitalise les connaissances pour répondre aux problèmes de développement, en exploitant les points forts de la JICA dans chaque région, ses liens avec les agences d'exécution de l'aide dans chaque secteur ainsi que les programmes de formation technique mis en place dans les autres projets de la JICA. Les antennes au Japon s'efforcent de mettre en œuvre une coopération efficace et de grande qualité pour répondre aux divers besoins des pays en développement.

Les activités de coopération entreprises au Japon visent à former des plateformes de capitalisation des connaissances et de création intellectuelle pour résoudre les problèmes de développement. L'expérience de terrain acquise dans les pays en développement et la diversité des savoir-faire pour améliorer l'efficacité de la coopération – accumulées par les experts de la JICA, les volontaires et les membres des missions d'étude qui participent aux activités de coopération à l'étranger – sont exploitées dans les programmes de coopération au Japon à travers cette plateforme. Cette expérience et ce savoir-faire sont également intégrés dans les activités des organismes et associations de coopération de chaque région et contribuent au développement.

Les programmes de formation technique au Japon établissent des liens solides et tangibles entre les sites des projets de coopération dans les pays en développement et les partenaires au Japon, et ils jouent un rôle essentiel pour la diffusion des connaissances et de l'expérience accumulées sur le terrain, à l'étranger et au Japon.

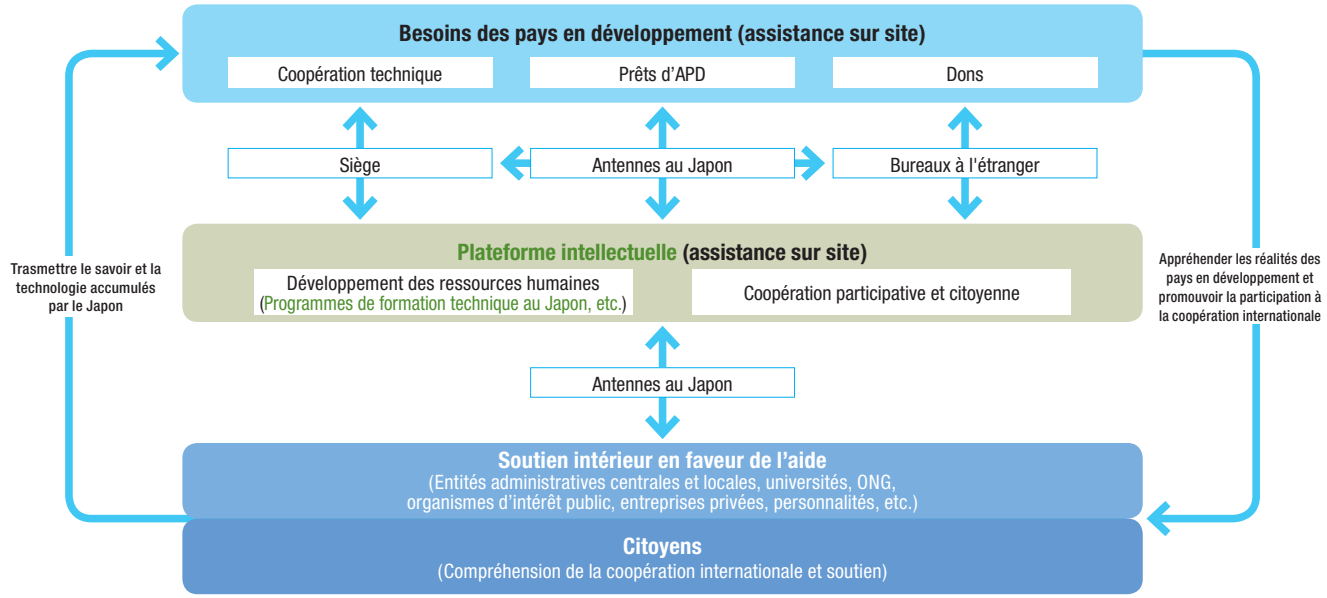
Des programmes de formation uniques dans le monde

Schématiquement, la coopération technique est assurée soit à l'étranger, par l'envoi d'experts et de volontaires japonais dans les pays en développement, soit au Japon, par l'invitation de partenaires de pays en développement. « Les programmes de formation techniques » font référence aux dispositifs de formation mis en œuvre dans le cadre de la coopération technique au Japon.

Les formations techniques organisées au Japon jouent un rôle essentiel, non seulement pour transmettre le savoir-faire et les technologies avancées du Japon, mais surtout pour étudier l'expérience japonaise et en faire un atout pour les pays en développement. Pour ce faire, il est fondamental d'appréhender les « connaissances » capitalisées par le Japon. Cela nécessite souvent d'expérimenter directement le savoir-faire organisationnel du Japon ainsi que le contexte et les mécanismes propres à son système social. Les programmes de formation technique donnent en outre aux participants de pays en développement la possibilité d'entrer en contact avec une culture différente et d'observer les expériences et la réalité de leur propre pays par le prisme du Japon. Ils peuvent ainsi analyser les problèmes de développement de leur pays sous un angle différent.

* La JICA comprend cinq départements thématiques : le département de l'Infrastructure économique, le département du Développement humain, le département de l'Environnement mondial, le département du Développement rural, le département du Développement industriel et de la politique publique.

Capitalisation et diffusion du savoir et de l'expérience pour l'aide aux pays en développement





À l'antenne de la JICA à Okinawa, des formations sur le thème du développement du tourisme sont organisées pour la région Amérique Centrale et Caraïbes et pour l'Océanie, où le climat est similaire à celui d'Okinawa, ainsi que pour les régions tropicales et subtropicales (formation en groupe intitulée « Planification et gestion de l'écotourisme dans les zones tropicales et subtropicales »).

Le programme de formation et de dialogue est l'un des programmes de formation technique réalisés au Japon, au cours duquel une formation en groupe est dispensée à des participants de différents pays en développement. Dans ce programme, les participants examinent les problèmes sous des angles différents, celui du Japon et de leur propre pays, mais aussi à l'aune de différents points de vue, dans le cadre d'échanges avec d'autres stagiaires. Le programme permet par conséquent d'acquérir une vision pertinente des problèmes et d'ouvrir les horizons des participants.

Les programmes de formation techniques sont donc un outil essentiel de la coopération technique pour promouvoir le renforcement des ressources humaines et résoudre les problèmes des pays en développement en exploitant les « connaissances » du Japon.

La JICA accueille environ 10 000 participants chaque année, pour l'essentiel dans trois antennes et 11 Centres internationaux, à travers le Japon. Si la majorité des participants sont des fonctionnaires gouvernementaux, l'augmentation du nombre de membres d'ONG, ces dernières années, reflète la diversification des besoins des pays en développement et la plus grande portée des programmes de coopération du Japon. Dans la pratique, des formations sont proposées dans presque tous les domaines liés à la résolution des problèmes dans les pays en développement et dans de nombreux secteurs au Japon. Elles s'appuient sur des partenariats avec le gouvernement central, l'administration locale, des universités, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public, des ONG et d'autres organisations. Par leur ampleur et la diversité des domaines représentés, les programmes de formation technique organisés au Japon par la JICA, restent inégalés dans le monde et constituent une caractéristique essentielle et exceptionnelle de la coopération internationale japonaise.

Comme l'expression « wakon-yosai » (esprit japonais, compétences occidentales) le résume, le Japon a appris à assimiler le savoir et les technologies de l'étranger, et à les adapter ingénieusement à la situation du pays. Les pays en développement ont beaucoup à gagner de cette expérience pour assurer le renforcement de l'État face à la mondialisation. À partir de ce constat, et en garantissant aux pays en développement des programmes efficaces et efficients



L'antenne de la JICA à Chubu organise de nombreux programmes de formation pour l'Asie et l'Afrique, l'Amérique Centrale et du Sud, ainsi que pour le Moyen-Orient et le Maghreb, notamment la formation en groupe intitulée « Le MONOZUKURI japonais et les mécanismes de fabrication dans les pays en développement ».

grâce à des améliorations et à une actualisation constantes, la JICA continuera de renforcer ses capacités à transmettre ces spécificités japonaises dans le cadre des programmes de formation technique au Japon.

À ce jour, plus de 270 000 personnes ont participé aux programmes de formation technique au Japon. Ces participants ont acquis de nombreux savoir-faire et compétences grâce à ces formations. Ils sont retournés dans leurs pays avec une connaissance approfondie du Japon, qu'ils ont acquise en découvrant la culture japonaise et en rencontrant de nombreux Japonais. La JICA apporte un soutien aux associations d'anciens participants aux formations de la JICA et à d'autres groupes formés, à l'initiative des participants, dans leurs pays respectifs. En agrandissant le réseau humain, la JICA s'efforce de consolider le savoir-faire que les participants ont acquis au Japon et de promouvoir une meilleure compréhension entre le Japon et les pays en développement.